



OFFICE COMMUNAUTAIRE DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES

RAPPORT ANNUEL

2005



Rapport annuel 2005

Office communautaire des variétés végétales

*Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.*

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2006

ISBN 92-9152-128-0

© Communautés européennes, 2006
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Italy

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction de Bart Kiewiet, président de l’OCVV.	5
2. Avant-propos de Carlos Pereira Godinho, président du Conseil d’Administration	9
3. Le régime de la protection communautaire des obtentions végétales	11
4. Le conseil d’administration.	13
5. Le personnel de l’OCVV	16
6. Exécution des protections communautaires	20
7. Financement et budget	24
8. Évolution du régime communautaire	26
A. Statistiques et analyse décennale	26
B. Relations avec les offices d’examen	34
9. Contacts avec les organisations externes	41
10. Relations avec la direction générale de la santé et de la protection des consommateurs	44
11. Décisions de la chambre de recours en 2005.	46
12. Accès du public aux documents de l’OCVV	49
13. Rapport du contrôleur à la protection des données de l’OCVV	51

14. Enquête sur la satisfaction des clients de l'OCW	53
15. Offices d'examen chargés par le conseil d'administration de procéder à des examens techniques pour le compte de l'OCV.	55
16. Annexe (chambre de recours)	90

1. INTRODUCTION DE BART KIEWIET, PRÉSIDENT DE L'OCVV



• État du régime

En 2005, comme lors des années antérieures, le régime de protection communautaire des obtentions végétales a, une nouvelle fois, connu une augmentation du nombre de demandes et de titres octroyés. L'Office communautaire des variétés végétales (OCVV) a reçu 2 734 demandes (2 655 en 2004) et a octroyé 2 178 nouveaux titres (le même nombre qu'en 2004). Le nombre total de variétés protégées par le régime communautaire s'élevait à 11 505 au 31 décembre 2005, soit une progression significative par rapport aux 10 191 variétés comptabilisées à la fin de l'année précédente. Comme le montrent ces statistiques, un équilibre n'a pas encore été atteint et il existe même un déficit entre les titres octroyés et les titres cédés. Cela signifie qu'il faut s'attendre dans les prochaines années à une nouvelle augmentation du nombre total de titres de protection communautaire.

La protection communautaire des obtentions végétales est ouverte aux variétés de toutes les espèces et de tous les genres botaniques. L'OCVV reçoit presque chaque semaine des demandes de protection pour des variétés d'espèces jusque-là inconnues dans le régime communautaire. Cela concerne en particulier les espèces ornementales. Au terme de l'année concernée par le présent rapport, plus de 1 000 espèces différentes étaient couvertes par le régime communautaire de protection. L'OCVV a été en mesure à ce jour de trouver auprès des bureaux d'examen compétents des installations permettant de tester les variétés candidates de «nouvelles» espèces.

• Enquête de satisfaction auprès des clients de l'OCVV

L'Office a décidé de faire exécuter une enquête qui avait pour objectif de sonder l'opinion de ses clients concernant:

- la qualité et le coût du régime communautaire,
- la qualité et le coût des services fournis,
- les méthodes de communication de l'OCVV en général et les solutions d'e-business offertes, en particulier.

L'enquête a été confiée à l'Institut français d'opinion publique (IFOP) International, un bureau d'études établi à Paris, dans le cadre d'un appel d'offres lancé à l'échelle européenne. Les résultats de l'enquête sont tout à fait favorables à l'Office puisque les principales conclusions révèlent que:

- d'une manière générale, 90 % des répondants sont satisfaits de l'OCVV,
- les coûts du système sont jugés raisonnables.





*10e anniversaire
de l'OCVV à Angers*

Les améliorations devraient se concentrer sur:

- l'efficacité de la protection,
- le raccourcissement des délais,
- la communication sur le régime,
- l'introduction de facilités d'e-business.

• **Dixième anniversaire du régime communautaire**

Le 13 juin 2005, l'OCVV a fêté son dixième anniversaire en présence du directeur général de la DG Santé et protection des consommateurs, de représentants du parlement et du sénat français, de représentants de la préfecture de Maine-et-Loire, d'hommes et de femmes politiques locaux et régionaux, de membres du conseil d'administration, d'obteneurs et de leurs représentants et d'experts techniques de nos bureaux d'examen. L'événement a été très réussi, reflétant la bonne santé du régime communautaire de protection des variétés végétales.

• **Discussion stratégique**

La discussion stratégique sur les modalités des essais de distinction, homogénéité et stabilité (DHS) au sein de la Communauté européenne a été lancée lors d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration et des représentants des autres parties concernées qui s'est tenue le 14 juin. Cette discussion avait pour but de réexaminer la structure et les modalités des essais DHS au sein de la Communauté européenne. Un réexamen ne débouche pas forcément sur des modifications. La situation actuelle pourrait être jugée optimale ou du moins être considérée comme la meilleure des alternatives disponibles.

Tous les acteurs du domaine, tels que les autorités responsables des protections communautaires et de l'établissement des listes et les organisations d'obteneurs, ont été invités à exprimer leur point de vue à cet égard sur la base d'un questionnaire élaboré par l'OCVV. Le questionnaire est axé sur trois propositions visant à modifier la situation actuelle:

- A. Concentrer les essais DHS dans les secteurs agricoles, légumiers et fruitiers.
- B. Réorganiser les essais DHS dans le secteur ornemental.
- C. Renforcer le rôle des obteneurs:
  - en les impliquant dans l'exécution des essais DHS ou
  - en leur offrant le libre choix des bureaux d'examen accrédités ou
  - en garantissant une plus grande indépendance des bureaux d'examen dans les relations avec les autorités de protection des obtentions végétales.



Visite de M. Kyprianou à Angers

• Adhésion à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)

L'adhésion de la Communauté européenne à l'UPOV, le 29 juillet de l'année de rapport, a été un événement de taille pour l'OCVV. Je suis heureux qu'après tant d'années, les représentants de la Communauté européenne passent du statut d'observateurs à celui de membres à part entière.

Les représentants des États membres et la Communauté européenne ont trouvé dans les réunions de l'UPOV un moyen d'exercer leurs responsabilités respectives d'une manière équilibrée.

Concernant la représentation de la Communauté européenne, l'OCVV accepte sans restriction que la Commission soit l'organe communautaire compétent pour les questions politiques, mais il ose espérer que son propre rôle au sein de la délégation communautaire sera aligné sur les responsabilités qu'il endosse pour l'application et la mise en œuvre du régime communautaire de protection des obtentions végétales.

• Nouvelles tâches possibles pour l'OCVV

Lors de sa visite à l'OCVV, le 6 décembre 2005, le commissaire Kyprianou a annoncé que la Commission envisage d'attribuer de nouvelles tâches — exécutives — à l'OCVV. Parmi celles-ci, citons la gestion des catalogues communs, la coordination des tests et essais comparatifs et le contrôle des dénominations variétales à reprendre dans les catalogues communs, dans la mesure où ces tâches relèvent actuellement de la responsabilité des services de la Commission. En 2006, ceux-ci présenteront un document de discussion qui devrait permettre aux parties concernées, tels les États membres et l'OCVV, d'exprimer leur point de vue à cet égard.

• Visite de M. Kyprianou à l'OCVV

Le commissaire Kyprianou, responsable de la DG Santé et protection des consommateurs, a rendu visite à l'Office le 6 décembre 2005. Le président de l'OCVV en a profité pour lui présenter l'Office et le régime de protection communautaire des obtentions végétales. Prenant la parole au cours d'une conférence de presse organisée à l'issue d'une réunion avec les membres du personnel de l'OCVV, M. Kyprianou s'est dit satisfait du fonctionnement de l'OCVV et a annoncé que la Commission envisage de transférer de nouvelles tâches à l'Office. Lors d'un buffet, le commissaire a rencontré le président et le vice-président du conseil d'administration, le préfet d'Angers et les hommes politiques locaux, les représentants de l'ESA (European Seed Association) et de la communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières de reproduction asexuée (Ciopora) et le personnel d'encadrement de l'OCVV.

Bart Kiewiet

Président de l'OCVV



2. AVANT-PROPOS DE CARLOS PEREIRA GODINHO, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



• Introduction

2005 a été une année importante dans l'histoire de l'OCVV. Le 13 juin, l'Office a célébré son dixième anniversaire dans l'environnement festif du Grenier Saint-Jean à Angers. De nombreux acteurs tels que les membres du conseil d'administration de l'OCVV, des représentants des bureaux d'examen, des obtenteurs et leurs représentants, le directeur général de la DG Santé et protection des consommateurs de la Commission européenne, un représentant du ministère français de l'agriculture et de nombreux hommes politiques locaux et régionaux ont célébré cet événement aux côtés du personnel de l'OCVV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales connaît une croissance constante depuis sa création en 1995. Les statistiques reprises dans le présent rapport sont la meilleure illustration de l'attrait du système pour les obtenteurs qui souhaitent protéger leurs nouvelles variétés à l'échelle européenne. Le parcours de l'OCVV est, en effet, une histoire jalonnée de succès.

D'une manière générale, la réussite a de nombreux parents. Je pense ici en particulier à l'initiateur de la législation relative à la protection communautaire des obtentions végétales (PCOV), Dieter Obst, ancien fonctionnaire de la Commission européenne, à Louis van Eylen, mon prédécesseur à la présidence du conseil d'administration, à Bart Kiewiet, le président de l'OCVV, à José Elena, son vice-président, et à tous les autres membres du personnel de l'OCVV.

Certains membres (suppléants) du conseil d'administration nous ont quittés. Tel est le cas notamment de M. G. van der Lely (NL) et M. M. Gavras (EL). Je tiens à les remercier pour leur contribution de valeur aux travaux de l'Office.

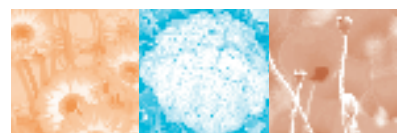
La dernière partie de ma contribution au présent rapport annuel est l'analyse et l'évaluation du rapport de l'ordonnateur pour 2005. Ce document a été adopté par le conseil d'administration lors de sa réunion des 14 et 15 mars 2006.

• Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur

Le président de l'Office communautaire des variétés végétales a présenté au conseil d'administration, lors de sa réunion des 14 et 15 mars 2006 à Angers, le rapport annuel d'activité pour l'exercice 2005.

Après analyse et évaluation, le conseil d'administration a rendu les conclusions ci-après:

- 1) le système a poursuivi sa croissance;
- 2) la réserve a été réduite et la diminution des taxes annuelles à partir de l'année 2006 devrait encore en accélérer le rythme de réduction au cours des années à venir;





- 3) le conseil d'administration accueille favorablement la formalisation du contrôle interne et l'évaluation des risques et se déclare satisfait des résultats de l'audit interne. Il est particulièrement heureux des progrès réalisés en matière d'atténuation des risques identifiés;
- 4) le conseil d'administration prend note des informations sur les vérifications *ex post*, les procédures négociées et la confirmation des instructions;
- 5) le conseil d'administration prend note de la déclaration de l'ordonnateur concernant la sincérité et la fiabilité de son rapport et l'assurance raisonnable qu'il donne que les ressources allouées aux activités décrites dans son rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires concernant la légalité et la régularité des transactions sous-jacentes. Le conseil d'administration se félicite du fait que le président de l'OCV n'a pas connaissance de faits non signalés susceptibles de nuire aux intérêts de l'OCV.

Carlos Pereira Godinho

Président du conseil d'administration

3. LE RÉGIME DE LA PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

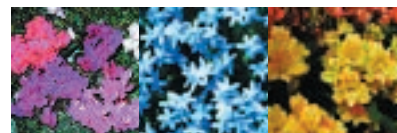
L'introduction, en 1995, d'un régime de protection communautaire des obtentions végétales s'est révélée une initiative positive et a été bien accueillie par les entreprises à la recherche d'une protection de propriété intellectuelle pour de nouvelles variétés végétales. Comme évoqué dans l'introduction au présent rapport annuel, le nombre de demandes augmente sans cesse d'une année à l'autre, et l'Office communautaire des variétés végétales («l'Office») a adapté sa taille et son organisation afin de pouvoir y répondre.

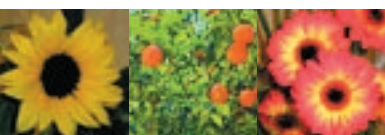
Grâce à l'élargissement de l'Union européenne (UE) à dix nouveaux États membres, l'attrait de la protection communautaire des obtentions végétales s'est encore renforcé. Les obtenteurs peuvent désormais bénéficier d'une protection qui leur garantit des droits d'exploitation exclusifs pour une variété dans vingt-cinq pays au départ d'une seule demande présentée à l'Office. Un autre élargissement de la Communauté est envisagé dans le proche avenir.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales n'a pas pour objet de remplacer ni même d'harmoniser les systèmes nationaux, mais plutôt de coexister en tant qu'alternative. En effet, il est impossible pour le titulaire d'une variété d'exploiter simultanément une protection communautaire des obtentions végétales et un droit ou brevet national lié à cette variété. Lorsqu'une variété fait déjà l'objet d'une PCOV, tout droit ou brevet national accordé pour cette variété sera dépourvu d'effet. Lorsqu'une PCOV est accordée à une variété pour laquelle un droit national ou un brevet a déjà été octroyé, ce dernier reste sans effet pour la durée de la PCOV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales trouve sa base juridique dans le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil (ci-après dénommé «le règlement de base»). À la réception d'une demande de PCOV, l'Office doit déterminer si la variété est nouvelle et si elle satisfait aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité. L'Office peut demander aux offices compétents des États membres ou à d'autres agences appropriées établies en dehors de la Communauté européenne de réaliser un examen technique pour déterminer les critères DHS. Pour éviter toute duplication du travail, lorsqu'un examen technique de ce genre a déjà été effectué pour cette variété à des fins officielles, l'Office peut, sous réserve de certaines conditions, en accepter les résultats.

Toute personne peut adresser à l'Office une objection à l'octroi de la protection communautaire des obtentions végétales, et ce par écrit et dans des délais spécifiés. Les motifs d'objection sont limités à l'allégation de non-satisfaction aux critères définis aux articles 7 à 11 du règlement de base (distinction, homogénéité, stabilité, nouveauté ou droit à la protection communautaire) ou d'inadéquation de la dénomination variétale proposée en raison de la présence de l'un des obstacles visés à l'article 63. Les auteurs des objections deviennent parties à la procédure de dépôt de la demande et peuvent avoir accès aux documents pertinents.





Roses

Entrée de l'OCVV à Angers

À l'exception de deux circonstances spécifiques permettant de former directement un recours devant la Cour de justice des Communautés européennes contre des décisions de l'Office, le droit de recours à l'encontre de ces décisions concerne une chambre de recours comprenant un président nommé par le Conseil de l'Union européenne et deux autres membres sélectionnés par le président dans une liste établie par le conseil d'administration.

Le destinataire d'une décision, ou toute autre personne directement et individuellement concernée par la décision, peut former un recours contre celle-ci. Après avoir examiné le recours, la chambre peut exercer tous les droits relevant de la compétence de l'Office ou remettre l'affaire entre les mains de ce dernier, qui est lié par la décision de la chambre. Les décisions de la chambre peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour de justice.

Le tableau en annexe (chapitre 16) indique, depuis le début des activités, le nombre de recours déposés auprès de l'OCVV et les décisions prises par la chambre de recours.

Une fois accordée, la protection communautaire des obtentions végétales a une durée de vingt-cinq ans ou, dans le cas des pommes de terre, des vignes et des arbres, de trente ans. Ces périodes peuvent être prorogées pour cinq ans par voie législative pour des genres ou espèces spécifiques. Une PCOV a pour conséquence que certaines activités spécifiées liées aux constituants variétaux ou au matériel de récolte de la variété nouvellement protégée nécessitent l'autorisation préalable du titulaire de la protection, cette autorisation pouvant être donnée sous réserve de certaines conditions et limites. La contrefaçon d'une PCOV habilite le titulaire de la protection à intenter une action de droit civil à l'encontre de l'auteur de cette contrefaçon.

Les registres, ouverts au public, contiennent des détails de toutes les demandes reçues ainsi que de toutes les PCOV accordées par l'Office. Tous les deux mois, l'Office publie le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales*, qui présente également ces données ainsi que d'autres informations.

4. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Office est supervisé par un conseil d'administration composé d'un représentant de chaque État membre et d'un représentant de la Commission européenne, ainsi que de leurs suppléants.

Le conseil d'administration contrôle les activités de l'Office. Il est, en particulier, responsable de l'examen du rapport d'activité du président, de l'adoption du budget de l'Office et de la décharge du président en ce qui concerne l'exécution du budget. De surcroît, il peut fournir des conseils, établir des règles concernant les méthodes de travail au sein de l'Office et émettre des lignes directrices sur les examens techniques, les comités de l'Office et les questions d'ordre général.

Le conseil d'administration s'est réuni à trois reprises en 2005, en l'occurrence les 30 et 31 mars, le 14 juin et les 30 novembre et 1er décembre.

Lors de la **réunion des 30 et 31 mars**, les comptes provisoires et l'analyse financière de l'exercice 2004 ont été présentés, de même que l'avant-projet de budget pour 2006. Les membres du conseil d'administration ont adopté la décharge du président de l'OCVV pour l'exécution du budget 2003.

Ils ont également adopté:

- le budget rectificatif supplémentaire pour 2005;
- le rapport de l'ordonnateur qui, conformément à l'article 39, paragraphe 2, du règlement financier, a été transmis à la Cour des comptes et a été intégré dans le rapport annuel 2004;
- le libellé du nouvel article 79 du règlement financier, sous réserve d'approbation par la Cour des comptes.

Les membres du conseil d'administration ont pris bonne note du rapport sur l'audit interne qui a été exécuté par la firme PricewaterhouseCoopers en 2004, traitant de l'organisation du registre, examinant le système informatique de comptabilisation du budget et passant en revue les résultats d'une enquête de l'IFOP sur la satisfaction auprès des clients de l'OCVV (le rapport a été publié sur le site internet de l'OCVV).

D'autres questions importantes ont été examinées, notamment:

- le projet de base de données centralisée pour les dénominations végétales;
- la future stratégie pour l'organisation des essais DHS;
- la contribution de l'OCVV au financement de projets de recherche et de développement;
- l'état du matériel végétal utilisé pour les essais DHS.

Enfin, les membres du conseil d'administration ont demandé à l'OCVV de préparer un plan basé sur une réduction de la contribution annuelle pour réduire la réserve.

Lors de la **réunion du 14 juin**, le conseil d'administration a adopté, à l'unanimité des voix des membres présents ayant droit de vote ou votant par procuration, le modèle



*Conseil d'administration de l'OCV à Rome.**Séminaire avec les obtenteurs italiens à Rome*

de réduction de la réserve basé sur un droit de demande de 900 euros et un droit annuel de 200 euros avec effet au 1er janvier 2006.

En vue de l'achat d'un nouveau bâtiment situé au n° 9, Boulevard Foch à Angers, près des bureaux actuels du n° 3, ainsi qu'à d'autres fins, les membres du conseil d'administration ont adopté le deuxième budget rectificatif supplémentaire pour 2005 à l'unanimité.

Au cours de cette même réunion, le nouveau protocole technique pour les oignons et les échalotes de l'OCV a été adopté à l'unanimité moins une abstention (France). Enfin, les cinq comités de l'OCV dont le mandat expirait le 31 décembre 2004 ont été renouvelés sur une base identique (à l'exception des changements terminologiques résultant de la modification du règlement de base).

Enfin, en présence des agents de liaison responsables techniques et des membres du conseil d'administration, l'OCV s'est officiellement engagé dans une discussion stratégique sur les essais DHS au sein d'une communauté élargie. Un document définissant des plans d'action pour l'introduction de solutions d'e-business pour les clients a été examiné en détail.

Lors de la **réunion du 30 novembre et du 1er décembre**, le conseil d'administration agissant à l'unanimité des voix des membres présents ayant droit de vote ou votant par procuration a:

- adopté le projet de budget 2006;
- approuvé l'extension jusqu'au 28 février 2006 du délai d'introduction des demandes de subventions pour des projets de recherche et développement en 2006;
- adopté les vingt-deux protocoles techniques de l'OCV pour le chou de Bruxelles, le chou, la carotte, le pois chiche, la chicorée industrielle, l'endive, le haricot vert, la laitue, le muflier/muflier des champs, l'argyranthemum, l'aster, la brachycome, la marguerite de Paris annuelle/anaphale marguerite, la couronne d'épines, l'Eustoma, la gentiane, le glaïeul, l'amaryllis, le kalanchoé, le lys, le rhododendron, la tulipe et la pomme de terre.

Les membres du conseil d'administration ont pris note:

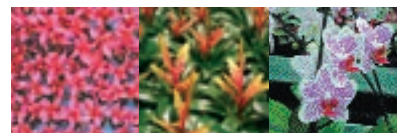
- du projet de rapport d'audit interne compilé par PricewaterhouseCoopers en 2005, qui analysait le procédé de demande, le procédé de prise de décision et la sécurité des systèmes d'information;
- de la suggestion formulée par l'OCV de reconduire les contrats passés avec les bureaux d'examen et le niveau de rémunération actuel tout en appliquant un facteur de déflation en accord avec lesdits bureaux.

Les membres du conseil d'administration ont également été informés de l'évaluation du séminaire sur la mise en œuvre des protections communautaires qui s'est tenu à Bruxelles, en octobre 2005, et du projet de document fixant les détails de l'action de suivi.

Ils ont également approuvé la participation de l'OCV au programme «multibénéficiaire» visant à préparer la Croatie et la Turquie à participer au système de protection communautaire des obtentions végétales, l'Office ayant obtenu de la DG Budget l'assurance que sa participation ne mettra pas son indépendance financière en péril.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**M. C. Pereira Godinho** (Portugal)**VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION****M. H.-P. Zach** (Autriche)**MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Belgique	M ^{me} C. Vanslebrouck M ^{me} M. Petit (suppléante)
République tchèque	M. J. Staňa M. Jurečka (suppléant)
Danemark	M ^{me} M. Buus M ^{me} H. Elberling (suppléante)
Allemagne	M. U. Von Kröcher M. J. Habben (suppléant)
Estonie	M ^{me} P. Ardel Vacant
Grèce	M. M. Gavras M. E. Zangilis (suppléant)
Espagne	M. R. Lopez de Haro Wood M. L. Salaices Sánchez (suppléant)
France	M. B. Mathon M ^{me} N. Bustin (suppléante)
Irlande	M. D. McGilloway Vacant
Italie	M. P. Galloppo Vacant
Chypre	M. P. Xystouris M. C. Nicolau (suppléant)
Lettonie	M. S. Katanenko Vacant
Lituanie	Mme S. Juciuvienė Vacant
Luxembourg	M. M. Weyland M. C. Conter (suppléant)
Hongrie	M ^{me} G. Szenci M ^{me} M. Posteinerné Toldi (suppléante)
Malte	M ^{me} M. Delia Vacant
Pays-Bas	M. C. van Winden Vacant
Autriche	M. H.-P. Zach (vice-président) Vacant
Pologne	M. E. Gacek M ^{me} J. Borys (suppléante)
Portugal	M. C. Pereira Godinho (président) M ^{me} M.-T. Carrilho (suppléante)
Slovénie	M. J. Ileršič M ^{me} M. Rogelj-Zupan (suppléante)
Slovaquie	M ^{me} K. Beňovská Vacant
Finlande	M. A. Vuori Vacant
Suède	M. G. Karltorp M ^{me} M. Sjöblom
Royaume-Uni	M. M. Wray M. M. Miller (suppléant)
Commission européenne	Mme J. Husu-Kallio M. J. Gennatas (suppléant)





5. LE PERSONNEL DE L'OCVV

En décembre 2005, l'Office comptait onze fonctionnaires, vingt-neuf agents temporaires et trois agents auxiliaires. Douze nationalités des États membres de l'Union européenne étaient représentées. Un expert national détaché par la Pologne a également travaillé au sein de l'Office jusqu'à la fin septembre 2005.

• Organisation de l'Office

Sous la direction générale du président, assisté du vice-président, l'organisation interne de l'Office repose sur deux unités et trois services de soutien chargés des questions juridiques, du personnel et des affaires informatiques.

- Les principales tâches de l'**unité technique** sont les suivantes: coordination générale des différents secteurs techniques du régime de protection communautaire des obtentions végétales; réception et vérification des demandes de protection; organisation des examens techniques et des rapports techniques; organisation des examens des dénominations variétales; préparation en vue de l'octroi de droits; tenue des registres de l'Office, production de publications techniques officielles; relations avec les demandeurs, les offices nationaux, les parties prenantes et les organisations internationales du secteur; participation active aux comités internationaux d'experts techniques et coopération à la mise au point d'analyses et d'études destinées à améliorer le système.
- L'**unité «Administration et finances»** assure la gestion dans deux secteurs.
  - *Section «Administration»*: attribution de marchés de biens, services ou travaux conformément aux procédures du règlement financier de l'OCVV, établissement, administration et gestion des contrats, organisation des publications de l'Office, administration, gestion et suivi de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'Office et administration des besoins dans le cadre des ressources logistiques, bureautiques, informatiques et opérationnelles en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office;
  - *Section «Finances»*: gestion des activités financières de l'Office (engagement, validation, ordonnancement et paiement des dépenses, notamment celles qui concernent les aspects techniques), recouvrement des recettes, remboursement des sommes indûment perçues, fonds de réserve et trésorerie, tenue de la comptabilité budgétaire et générale et élaboration des budgets et des documents financiers, gestion du système de taxes.
- Le **service d'assistance juridique** donne des conseils juridiques au président et aux autres membres du personnel de l'Office, en principe sur des questions liées au régime de protection communautaire des obtentions végétales, mais également sur des points d'ordre administratif; il donne des interprétations et des avis juridiques et rédige également des projets d'actes législatifs; il participe à divers comités



Personnel de l'OCV

de l'OCV afin de veiller à ce que les procédures et le droit communautaire soient respectés; il gère l'administration des objections aux demandes de PCOV et assure le secrétariat de la chambre de recours de l'Office.

- Le **service de soutien au personnel** assure l'administration et la gestion des ressources humaines de l'Office en conformité avec le règlement sur le statut des fonctionnaires de la Commission européenne.
- La **cellule informatique** assure le bon fonctionnement de l'Office sur le plan informatique. Elle a pour objet l'étude des besoins de l'Office en matière de matériel informatique et de logiciels, la conception, le développement et l'installation de nouveaux programmes spécifiques à l'Office, l'installation de programmes standard, l'entretien de l'installation et la gestion du parc informatique, la sécurisation du système informatique, le service d'aide aux utilisateurs et la collaboration inter-institutionnelle en matière informatique.



DIRECTION	 Président Bart Kiewiet	 Vice-président José Elena
SERVICES D'APPUI	 Secrétaire du vice-président Cyrille Antoine	 Informatique Jean-Louis Curnier
	 Informatique Patrick Lecoq	 Personnel Anna Isgren
	 Informatique Marc Rouillard	 Secrétaire du président Marleen Van de Meulebroeke
SERVICES DE L'UNITÉ D'ADMINISTRATION ET FINANCES (UAF)	 Secrétaire Deirdre Antier	 Agent de classement Sharmila Assane Ali
	 Comptabilité Roseline Fagel	 Secrétaire Comptabilité/Finances Valérie De Caestecker
	 Comptabilité Anne-Marie Fernandez	 Secrétaire du chef de l'UAF Béatrice Hodet
	 Chef de l'UAF Thomas Wollersen	 Administration Fabienne Santoire
	 Agent de classement Manuel Teixeira	 Administration Gil Oliveira
	 Réception Daniëlle Leenaarts	 Finances Ekaterina Mantziaris

	Président Bart Kiewiet
	Vice-président José Elena



SERVICES D'APPUI



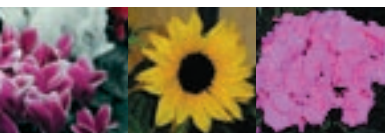
SERVICES DE L'UNITÉ
ADMINISTRATION ET FINANCES
(UAF)



UNITÉ TECHNIQUE
(UT)

	Gestionnaire de bases de données Carole Bonneau
	Espèces ornementales Ursula Braun
	Dénominations Rudi Caes
	Registre Pierre-Emmanuel Fouille
	Registre Anne Gardener
	Registre Nadège Grantham
	Secrétaire Ghislaine Guilbert
	Espèces ornementales Ton Kwakkenbos
	Registre Eugenio Maiorini
	Chef adjoint de l'unité technique Jean Maison
	Secrétaire du chef de l'unité technique Aline Nogues
	Espèces fruitières et légumières Sergio Semon
	Chef de l'UT Dirk Theobald
	Secrétaire Laurence Theodore
	Espèces ornementales Jens Wegner
	Espèces agricoles Anne Weitz

-----
NB: L'organigramme ci-dessus reprend normativement les membres du personnel de l'OCVV occupant au 31 décembre 2005 un poste de fonctionnaire ou d'agent temporaire.



6. EXÉCUTION DES PROTECTIONS COMMUNAUTAIRES

• Introduction

Le respect des droits de propriété intellectuelle est devenu une priorité pour l'industrie et les législateurs. Le vice-président de la Commission Franco Frattini a déclaré à propos d'une nouvelle proposition visant à considérer les contrefaçons comme des délits criminels que le rapprochement effectif des législations pénales des États membres dans ce domaine constitue un socle minimum pour mener ensemble une action significative visant à éradiquer ces phénomènes qui portent un grave préjudice à l'économie. De nos jours, les organisations criminelles investissent dans ces activités souvent plus rentables que d'autres trafics et encore peu réprimées. Les contrefacteurs et les pirates sapent les entreprises légitimes et menacent l'innovation. Qui plus est, dans bien des cas, les contrefaçons sont dangereuses pour la santé et la sécurité publiques⁽¹⁾. À l'instar d'autres types de droit de propriété intellectuelle, les variétés végétales communautaires font souvent l'objet de contrefaçons. Des variétés à haute valeur sont produites dans les pays tiers et importées au sein de l'UE. Des variétés protégées sont propagées illégalement à l'intérieur des frontières de l'UE. Il est donc essentiel que la protection offerte par le régime communautaire ne se solde pas par l'octroi d'un droit; il faut aussi que les outils nécessaires pour lutter contre les violations soient disponibles. Le respect des droits de propriété intellectuelle est principalement traité par les tribunaux nationaux et les autorités, mais le législateur communautaire s'est efforcé de créer les outils juridiques nécessaires à la mise en œuvre et à l'application par les organismes nationaux. Le texte ci-dessous a pour but de montrer les instruments dont disposent les obtenteurs pour faire respecter leurs droits.

• Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil

L'article 30, point 1, lettre i), de la convention de l'UPOV de 1991 impose à toute partie contractante l'obligation de prévoir des recours légaux permettant de défendre efficacement les droits des obtenteurs. La troisième partie de l'accord TRIPS est consacrée à l'application des droits de propriété intellectuelle. Le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil⁽²⁾ (le «règlement de base») contient quelques conditions fondamentales concernant les recours civils, les contrefaçons et la juridiction (articles 94 à 107). Ces règles garantissent qu'il existera toujours un tribunal national compétent pour traiter des violations de la protection communautaire des obtentions végétales. Le règlement de base dispose que les règles de procédure concernant les violations sont régies par le droit national correspondant et que les États membres prennent toutes les mesures qui s'imposent pour veiller à ce que les mêmes dispositions soient rendues applicables afin de pénaliser toute violation de la protection communautaire des obtentions végétales telles qu'elles s'appliquent en cas

⁽¹⁾ Voir communiqué de presse de la Commission (IP/06/532 du 26 avril 2006).

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales (JO L 227 du 1er septembre 1994, p. 1).



Séminaire sur l'application des protections communautaires à Bruxelles

de violation des droits nationaux correspondants. Les pénalités prévues par le règlement de base sont des injonctions et des indemnités de dédommagement.

• La directive d'application

La date de transposition en droit national de la directive 2004/48/CE relative au respect des droits de propriété intellectuelle (la «directive d'application») est fixée au 29 avril 2006 par tous les États membres⁽³⁾. Il a été établi qu'en dépit des obligations imposées aux États membres en vertu de l'accord TRIPS, de grandes disparités existent toujours en ce qui concerne les moyens de mise en œuvre de la propriété intellectuelle⁽⁴⁾. La directive d'application a pour objectif d'harmoniser le domaine des procédures de droit civil sur l'application des droits de propriété intellectuelle dans les États membres de façon à garantir un niveau élevé, équivalent et homogène de protection sur le marché intérieur⁽⁵⁾. La directive ne devrait toutefois pas affecter le droit substantif sur la propriété intellectuelle⁽⁶⁾. La Commission a adopté une liste comprenant les droits de propriété intellectuelle qu'elle estime couverts par la directive. La protection nationale et la protection communautaire de l'obtention végétale sont couvertes par la liste⁽⁷⁾. La directive inclut une obligation pour les États membres de prévoir un nombre de mesures dans leur législation nationale concernant les questions telles que les procédures et les recours, les preuves, les droits à l'information, les mesures de transition et de précaution, les injonctions et les coûts juridiques. Les mesures de conservation de la preuve peuvent être d'une importance particulière pour les titulaires de droits d'obtention végétale qui doivent obtenir un accès aux serres ou champs privés afin de prélever des échantillons du matériau végétal suspecté de violation.

• Règlement sur les actions douanières

Le règlement (CE) n° 1383/2003 de la Commission⁽⁸⁾ concernant l'intervention des autorités douanières (le «règlement douanier») est en vigueur depuis le 1er juillet 2004⁽⁹⁾. Le

⁽³⁾ Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle (JO L 195 du 2 juin 2004, p. 16).

⁽⁴⁾ Considérant 7 de la directive d'application.

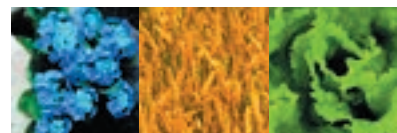
⁽⁵⁾ Considérant 10 de la directive d'application.

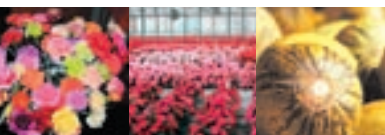
⁽⁶⁾ Considérant 15 de la directive d'application.

⁽⁷⁾ Déclaration 2005/295/CE de la Commission (JO L 94 du 13 avril 2005, p. 37).

⁽⁸⁾ Règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 concernant l'intervention des autorités douanières à l'égard de marchandises soupçonnées de porter atteinte à certains droits de propriété intellectuelle ainsi que les mesures à prendre à l'égard de marchandises portant atteinte à certains droits de propriété intellectuelle (JO L 196 du 2 août 2003, p. 7).

⁽⁹⁾ Le règlement est accompagné d'un règlement de mise en œuvre: le règlement (CE) n° 1891/2004 de la Commission du 21 octobre 2004 arrêtant les dispositions d'application du règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil concernant l'intervention des autorités douanières à l'égard de marchandises soupçonnées de porter atteinte à certains droits de propriété intellectuelle, ainsi que les mesures à prendre à l'égard de marchandises portant atteinte à certains droits de propriété intellectuelle (JO L 328 du 30 octobre 2004, p. 16).





règlement douanier remplace son prédécesseur, le règlement (CE) n° 3295/94⁽¹⁰⁾. Une amélioration majeure pour les obtenteurs a été introduite dans la nouvelle version, étant donné qu'elle comprend des droits d'obtention végétale, ce qui n'était pas le cas avec le règlement n° 3295/94.

Les principes de base du règlement sont plutôt simples. Celui-ci donne aux autorités douanières le droit de bloquer (voire, dans certaines circonstances, de détruire) les marchandises soupçonnées de porter atteinte à une protection d'obtention végétale qui sont présentées au dédouanement. Le règlement s'applique uniquement aux importations en provenance de l'UE ou aux exportations à destination de l'UE et ne peut être invoqué en rapport avec les échanges entre les États membres de l'UE. Les autorités douanières peuvent soit initier elles-mêmes la procédure sur la base de leur propre information et de leur propre expérience, soit agir à la demande du titulaire d'un droit. Dans la majorité des cas, le titulaire du droit doit initier parallèlement des actions devant un tribunal national afin de prolonger la période au cours de laquelle les marchandises peuvent être conservées par les autorités douanières et obtenir une décision finale quant à l'existence réelle ou non d'une infraction. Afin de sauvegarder l'intérêt du titulaire des biens et d'éviter des actions abusives de la part des titulaires de droits, des procédures assorties de délais spécifiques s'appliquent. Le titulaire du droit doit également signer une déclaration dans laquelle il assume la responsabilité financière au cas où l'importation/l'exportation s'avérerait légale. Aucune autre sécurité telle qu'une garantie bancaire ne doit toutefois être libellée. Le règlement est directement applicable dans tous les États membres, ce qui constitue un avantage puisque les procédures sont standardisées et applicables de manière égale dans tous les États membres. Il existe des exemples de situations où les obtenteurs, œuvrant en étroite coopération avec les autorités douanières nationales, ont empêché des importations illégales de variétés végétales protégées, notamment au Portugal et au Royaume-Uni.

• Proposition de directive sur les mesures criminelles

Il a été suggéré d'introduire des sanctions pénales dans la directive d'application, mais cette proposition a été finalement rejetée⁽¹¹⁾. L'une des raisons de ce rejet était l'absence de base juridique claire. Il n'a pas été déterminé que la Communauté disposait de compétences pour fixer des sanctions pénales dans ce domaine. La Commission a

⁽¹⁰⁾ Le règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil du 22 décembre 1994 fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation, la réexportation et le placement sous un régime suspensif des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (JO L 341 du 30 décembre 2004, p. 8).

⁽¹¹⁾ Article 20 de la proposition de directive de mise en œuvre de la Commission: les «violations sévères» devraient être traitées comme des délits pénaux et soumises à l'application de certaines sanctions pénales.

toutefois adopté une proposition de directive sur des mesures pénales⁽¹²⁾ et une proposition de décision cadre du Conseil pour renforcer le cadre de la loi criminelle pour combattre les infractions à la propriété intellectuelle⁽¹³⁾. Une décision de la Cour de justice des Communautés européennes a levé tout doute sur la base juridique et a confirmé que les Communautés disposent d'une telle compétence⁽¹⁴⁾. Le champ d'application de la directive proposée inclut la protection des obtentions végétales. L'article premier de la directive proposée stipule que les mesures devraient s'appliquer aux droits de propriété intellectuelle prévus dans la législation communautaire ou la législation nationale des États membres. Toutes les violations intentionnelles d'ordre commercial devraient être traitées en tant qu'infractions pénales. Il en est de même pour toute tentative, mesure ou incitation allant dans le sens de telles violations. Pour les personnes physiques, des sanctions telles que des peines d'emprisonnement, des amendes et la confiscation des biens contrefaits sont proposées. Les personnes morales pourraient être soumises à des sanctions telles que des amendes et la confiscation.

• Le rôle de l'Office

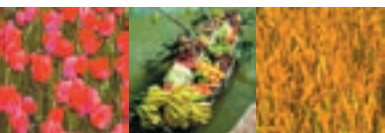
Malgré la disponibilité de tous ces instruments juridiques, l'expérience montre que les obtenteurs doivent faire face à de nombreux problèmes lorsqu'il s'agit de lutter contre les contrefaçons. Le respect relève avant tout de la responsabilité du titulaire du droit. L'OCVV estime néanmoins qu'il est de son devoir d'aider les titulaires d'une protection à cet égard. Ceci pourrait se faire en aidant, par exemple, les autorités judiciaires compétentes à évaluer le matériau végétal soupçonné de contrefaçon. Une autre option consiste à fournir aux parties intéressées des informations sur les implications de la protection communautaire des obtentions végétales. Pour cette raison, l'Office a organisé un séminaire général sur l'application des protections communautaires à Bruxelles en octobre dernier. L'intention de l'Office est de donner suite à ce séminaire général en organisant des séminaires régionaux en Pologne et en Espagne.



⁽¹²⁾ COM(2005) 276 final du 12 juillet 2005, 2005/0127 (COD).

⁽¹³⁾ COM(2005) 276 final du 12 juillet 2005, 2005/0128 (CNS).

⁽¹⁴⁾ Affaire C-176/03, *Commission/Conseil*, 13 septembre 2005.



7. FINANCEMENT ET BUDGET

Recettes

Les recettes perçues par l'Office sont essentiellement composées de diverses taxes payées par les demandeurs et les titulaires d'une protection communautaire des obtentions végétales et du produit des intérêts sur les comptes bancaires. Le montant total des recettes perçues en 2005 s'élève à 9,5 millions d'euros.

Les principales recettes perçues au cours de l'exercice 2005 sont ventilées comme suit:

- **Taxes**

Le montant total des taxes perçues en 2005 s'est élevé à 8,8 millions d'euros. Il se décompose de la façon suivante: 2,5 millions d'euros pour les taxes de demande, 2,6 millions d'euros pour les taxes d'examen, 0,2 million d'euros pour les taxes de rapports et 3,5 millions d'euros pour les taxes annuelles.

- **Intérêts sur les comptes bancaires**

Les comptes courants de l'Office ont produit des intérêts pour un montant de 0,4 million d'euros.

Dépenses

Le montant total des dépenses actées et des engagements reportés s'est élevé à 9,9 millions d'euros.

- **Dépenses de personnel**

Le montant total des dépenses de personnel s'est élevé à 4,3 millions d'euros. La quasi-totalité des crédits alloués pour les salaires ont été utilisés.

- **Dépenses en matière d'immeuble et de mobilier et dépenses de fonctionnement diverses**

Le montant total des dépenses opérationnelles engagées s'est élevé à 2,8 millions d'euros dont 2,2 millions d'euros de décaissements durant l'exercice et 0,6 million d'euros de décaissements pour l'exercice suivant.

- **Dépenses opérationnelles**

Le montant total des dépenses opérationnelles engagées est de 5,3 millions d'euros. Le total des engagements restants à déboursier au cours des années subséquentes s'élevait à 8,7 millions d'euros fin 2005.



10e anniversaire de l'OCVV à Angers

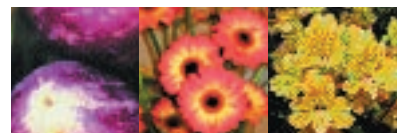


Salon Hortifair aux Pays-Bas

Résultat de l'exercice et fonds de réserve cumulé

Le résultat net de l'exercice résulte de la différence entre les recettes et les dépenses, y compris les engagements reportés aux autres années et les engagements reportés de l'année précédente non utilisés et, par conséquent, annulés.

	(en Mio EUR)
Résultat budgétaire de l'exercice financier	- 1,6
Dépenses non budgétaires	0,1
Recettes non budgétaires	0,5
Résultat net de l'exercice financier	- 1,1
Résultat cumulé reporté de l'exercice financier précédent	12,2
Résultat à reporter	11,1

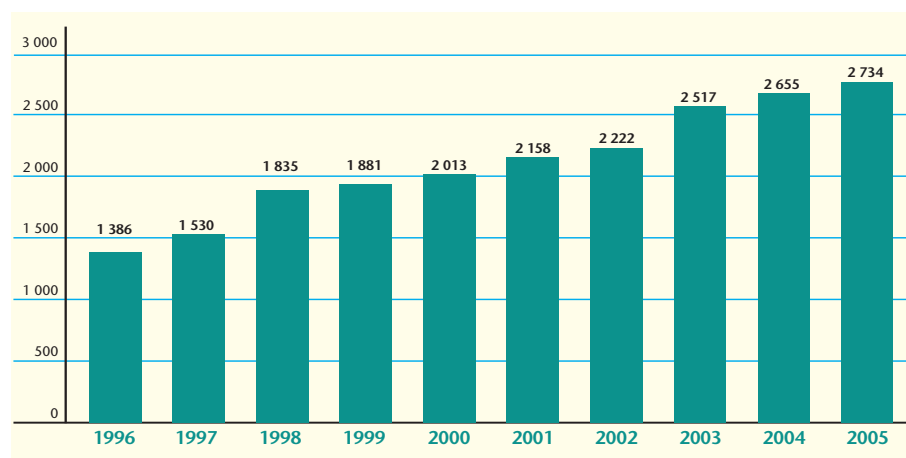


8. ÉVOLUTION DU RÉGIME COMMUNAUTAIRE

A. STATISTIQUES ET ANALYSE DÉCENNALE

1. Demandes de protection communautaire des variétés végétales

En 2005, l'Office a reçu 2 734 demandes de protection communautaire des obtentions végétales. Comme l'indique le graphique 1, ce chiffre correspond à une nouvelle augmentation (+ 2,98 %) par rapport à l'année 2004.

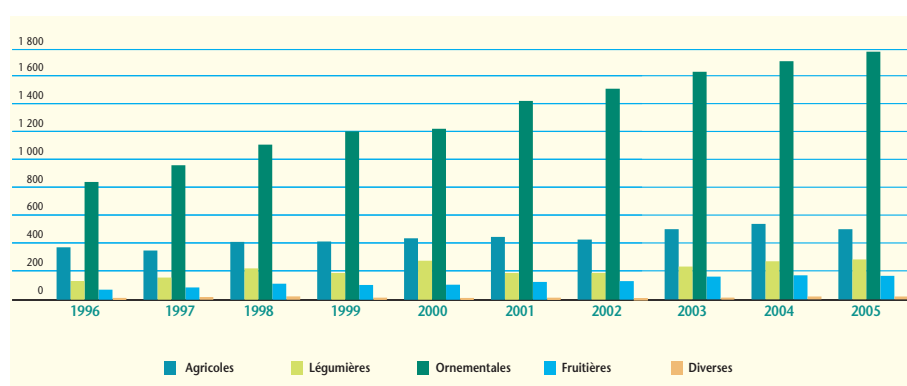


GRAPHIQUE 1 — ÉVOLUTION DU NOMBRE ANNUEL DE DEMANDES DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES (1996-2005)

Les espèces de légumes illustrées dans le graphique 2 connaissent, avec une hausse de 12,6 %, la progression la plus élevée par rapport aux autres espèces.

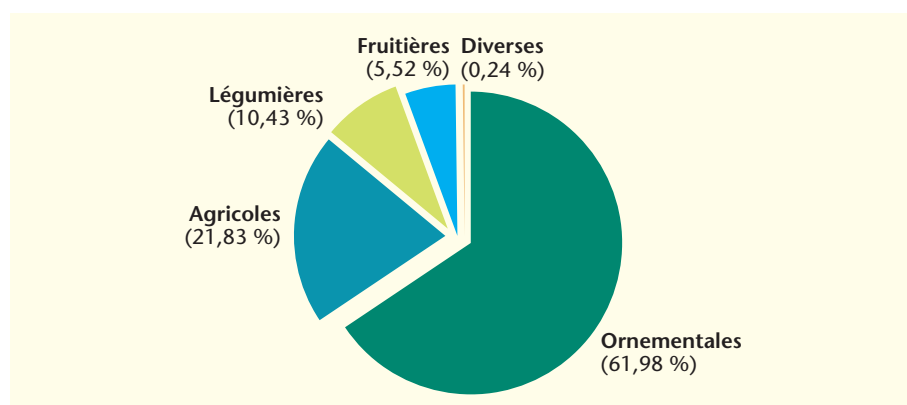
Concernant les plantes ornementales, une augmentation de 5,3 % du nombre de demandes a été enregistrée.

Par contre, des nombres décroissants de demandes ont été notifiés pour les espèces agricoles (– 6,9 %) et pour les espèces fruitières (– 4,1 %).



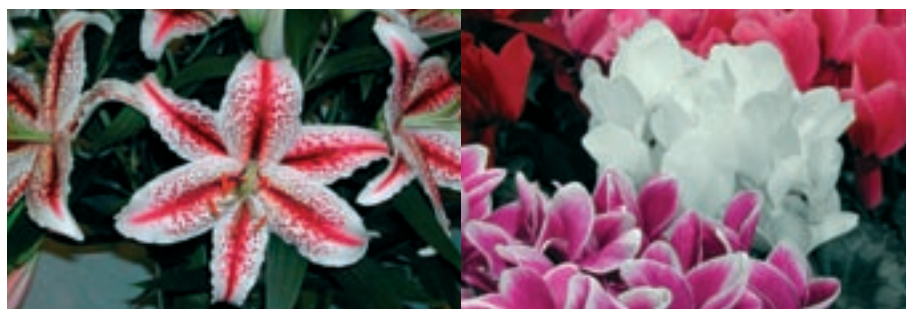
GRAPHIQUE 2 — ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDES REÇUES PAR SECTEUR DE CULTURE AU COURS DE LA PÉRIODE DE 1996 À 2005

Le graphique 3 représente les pourcentages des principaux secteurs de culture dans le nombre de demandes depuis le début des activités de l'Office.



GRAPHIQUE 3 — POURCENTAGE DE DEMANDES REÇUES EN FONCTION DU SECTEUR DE CULTURE





Fleur de Lys

Cyclamens

1.1. Ornementales

Représentant deux tiers du nombre annuel de demandes, les variétés ornementales forment le plus grand groupe de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales. Cette proportion annuelle a été atteinte au bout de quelques années d'activité de l'Office et s'est stabilisée à ce niveau.

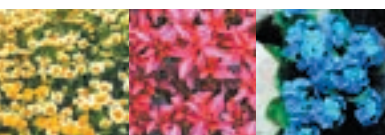
Depuis le début de l'Office, le nombre de demandes dans le secteur n'a cessé de croître par rapport à l'année précédente. Cette croissance reflète indubitablement l'évolution du marché. Elle peut également s'expliquer par les faits suivants.

- Les variétés soumises aux demandes de protection communautaire des obtentions végétales se multiplient presque exclusivement par voie végétative. Leur reproductibilité aisée stimule la demande de protection face à la diffusion illégale qui prive l'obteneur initial du fruit des efforts qu'il a déployés pour créer une nouvelle variété.
- L'obtention de variétés à multiplication végétative prend moins de temps que l'obtention de variétés à multiplication par ensemencement dont les caractéristiques doivent être établies au travers de nombreuses générations. La combinaison de cette caractéristique à un marché en mutation en fonction de l'évolution rapide des goûts des consommateurs et des techniques de culture est certainement une raison majeure qui justifie le dynamisme des activités d'obtention.

Deux espèces font clairement l'objet d'efforts d'obtention plus intensifs que d'autres: les roses et les chrysanthèmes ont toujours dominé le secteur sur le plan des demandes.

Une augmentation de la diversité des espèces pour lesquelles des demandes sont introduites s'observe dans le secteur ornemental: alors qu'en 1996, les roses et les chrysanthèmes représentaient quasiment 30 % des demandes dans le secteur, leur pourcentage en 2005 était inférieur à 20 %. Le lys, le gerbera, le pélargonium, le pétunia ou l'impatiens ont toujours été des espèces importantes en ce qui concerne le nombre de demandes, mais le marché recherche en permanence de nouveaux produits et des tendances claires se sont dégagées dans les activités d'obtention de ces espèces. Le tableau 1 donne un aperçu du nombre de demandes introduites pour quelques espèces au cours des dix dernières années. Le nombre de demandes pour le *saintpaulia* et le *ficus benjamina* est en décroissance. Le *verbena* et le *calibrachoa* semblent avoir atteint leur sommet, tandis que le *nemesia* et le *zantedeschia* poursuivent leur ascension. Au cours des dernières années, par exemple, l'obtention de *zantedeschia* a permis de mettre au point un plus grand nombre de nouveaux coloris et une nouvelle utilisation de la variété (fleur coupée et plante en pot) pour le marché européen. Le nombre de demandes a donc fortement augmenté.

La protection de différentes espèces d'orchidées, d'arbustes et arbres ornementaux et de plantes persistantes connaît un gain d'intérêt et quelques demandes ont également été enregistrées pour les variétés d'espèces destinées à la production de biomasse (*sali*, *miscanthus*).



On observe également que le nombre de demandes pour une espèce ornementale donnée est généralement très irrégulier: une variation de 50 % du nombre de demandes d'une année à l'autre est fréquente.

TABEAU 1 — NOMBRE DE DEMANDES POUR LES ESPÈCES POUR LESQUELLES CERTAINES TENDANCES SE DÉGAGENT DANS LES ACTIVITÉS D'OBTENTION

Espèces	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Total
<i>Saintpaulia</i>	13	9	13	9	5	4	2	3	3	3	64
<i>F. benjamina</i>	17	9	6	1	2	5	2	5	2	0	49
<i>Verbena</i>	3	10	17	14	3	42	10	48	29	33	209
<i>Calibrachoa</i>	0	0	7	2	6	18	35	20	28	23	139
<i>Nemesia</i>	1	2	4	0	1	9	17	19	22	23	98
<i>Zantedeschia</i>	0	1	0	4	4	3	29	32	33	33	139

Le rôle décisif joué par la méthode de multiplication dans la nécessité d'un régime de protection efficace devient évident lorsque l'on regarde le nombre de demandes enregistrées pour les variétés d'espèces qui se propagent généralement par semences. La *viola*, le *cyclamen*, la *primula*, le *calceolaria* et le *bellis* sont essentiels dans l'industrie; or, une demande de protection communautaire des obtentions végétales n'a été introduite pour aucune ou quasiment aucune variété de ces espèces. Le développement rentable des méthodes de multiplication végétative, en particulier les techniques *in vitro*, pourrait toutefois engendrer une augmentation du nombre de demandes. Ces dernières années, l'Office a reçu les premières demandes pour des variétés d'espèces qui se propagent généralement par les semences. En raison cependant des évolutions dans la culture tissulaire, l'Office a reçu des demandes pour des variétés de *primula* et de *cyclamen* à multiplication végétative.

Enfin, la rotation rapide des variétés dans le secteur ornemental explique également le nombre élevé de demandes. Après dix années d'existence de l'Office, 30 % environ des variétés ornementales qui ont bénéficié d'une protection communautaire des obtentions végétales ne sont plus actives, ce qui est nettement plus élevé que dans les autres secteurs.

1.2. Espèces agricoles

Illustrant le nombre de demandes pour les principales espèces agricoles au cours des dix dernières années, le tableau 2 révèle que le *zea mays* était et reste l'espèce dominante. La grande majorité de ces demandes reflète des lignées parentales.

Il en est de même pour l'*helianthus annuus*. En l'occurrence, les lignées pour lesquelles les demandeurs tentent d'obtenir une protection sont le résultat de l'introduction de nouveaux gènes de résistance aux maladies.





TABLEAU 2 — NOMBRE DE DEMANDES DE PCOV REÇUES DE 1995 À 2005 POUR LES 20 PLUS IMPORTANTES ESPÈCES AGRICOLES

Taxon botanique	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Total
<i>Zea mays</i> L.	95	96	168	137	186	168	143	184	169	181	1 527
<i>Solanum tuberosum</i> L.	53	50	44	56	51	44	44	66	50	34	492
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	65	36	38	34	45	31	61	42	75	54	481
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	50	27	30	25	31	39	40	52	52	44	390
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	24	33	17	27	16	36	29	40	41	29	292
<i>Helianthus annuus</i> L.	18	18	19	24	4	31	14	28	27	40	223
<i>Beta vulgaris</i> L. ssp. <i>vulgaris</i> var. <i>altissima</i> Döll	6	7	14	44	26	13	12	5	6	3	136
<i>Pisum sativum</i> L. sensu lato	8	18	13	10	6	13	12	9	11	21	121
<i>Triticum durum</i> Desf.	3	4	8	14	8	14	7	13	13	13	97
X <i>Triticosecale</i> W.	5	8	5	4	1	8	9	7	15	7	69
<i>Lolium perenne</i> L.	6	4	6	4	3	7	3	4	6	16	59
<i>Oryza sativa</i> L.	2	4	14	1	5	6	6	2	8	3	51
<i>Linum usitatissimum</i> L.	1	8	6	2	4	5	6	7	6	2	47
<i>Avena sativa</i> L.	5	2	1	5	2	1	2	6	6	6	36
<i>Glycine max</i> (L.) Merrill	2	6		2	2	2	3	1	10	6	34
<i>Gossypium hirsutum</i> L.					2	5	11	8	6	1	33
<i>Cannabis sativa</i> L.				1	1		1	4	12		19
<i>Secale cereale</i> L.	2	2	1	2	2	2	2	2	3	1	19
<i>Festuca rubra</i> L.		1	1	1	1	1	1	1	3	6	16
<i>Lolium multiflorum</i> Lam.	1		5	1	1		1	3		2	14



Stand de l'OCVV
au salon du végétal à Angers

Concernant la betterave sucrière, l'Office n'a reçu à ce jour de demandes de protection communautaire des obtentions végétales que pour les composants parents.

Un nombre plus ou moins constant de demandes a été reçu ces dix dernières années pour les principales céréales et pour le colza.

Concernant l'orge, une demande pour une variété hybride et des lignées parentales d'*hordeum vulgare* a été reçue pour la première fois en 2005.

La tendance d'un petit nombre de demandes portant sur des variétés d'herbe s'est maintenue ces dernières années. Ainsi, par exemple, des variétés de nouvelles espèces de cannabis à usage médical ont élargi le spectre des espèces agricoles.

1.3. Légumières

Bien que les trois principales espèces dans le secteur légumier des dix dernières années aient été la laitue, le haricot vert et le pois en raison de leur nature autopolinisante qui en fait des éléments à haut degré de reproductibilité nécessitant donc une forte protection d'obtention végétale, les développements les plus intéressants au cours de cette période ont porté sur les lignées parentales et les hybrides.

Lors de la création de l'Office, seules quelques demandes pour les lignées parentales de nouvelles variétés hybrides commerciales ont été déposées. Lorsque l'Office décida, début 1998, d'octroyer une protection communautaire d'obtentions végétales pour une lignée parentale non commercialisée d'une variété hybride commerciale qui ne répondait pas, elle-même, au critère de nouveauté parce qu'elle était vendue depuis plus d'un an sur le territoire de l'Union européenne, l'Office a clairement fait savoir que la commercialisation préalable d'une hybride ne constitue pas, selon lui, un critère affectant la nouveauté de ses lignées parentales constitutives. Il en a résulté une multiplication des demandes pour des lignées parentales enregistrées auprès de l'Office au cours des trois années qui ont suivi (en particulier pour le *brassica oleracea*), les semenciers en profitant pour protéger des variétés considérées jusque-là comme des secrets de fabrication d'une importance et d'une valeur stratégiques. Il y a eu depuis lors un flux constant de demandes pour des variétés légumières de lignée parentale portant toutefois sur des variétés nouvellement créées (voir tableau 3 ci-dessous).

TABEAU 3 — ÉVOLUTION AU FIL DES ANNÉES DES VARIÉTÉS DE LIGNÉES PARENTALES D'ESPÈCES LÉGUMIÈRES POUR LESQUELLES UNE PCOV A ÉTÉ DEMANDÉE

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Lignées parentales	16	34	77	64	94	69	47	54	55	64
Toutes demandes légumières	123	148	214	181	244	181	175	236	261	293
Pourcentage de lignées parentales	13	23	36	35	39	38	27	23	21	22





Au cours des premières années de l'Office, il n'avait pas été jugé utile de protéger des variétés hybrides légumières, car elles disposaient, en soi, d'une protection biologique accordée par le biais de la ségrégation qui se produisait lorsque l'on tentait de les croiser. Ceci expliquait la nécessité de protéger les lignées constitutantes qui sont, par nature, généralement acquises par sélection génétique.

Quoi qu'il en soit, depuis les trois ou quatre dernières années, le nombre de demandes de protection communautaire des obtentions végétales enregistrées pour des variétés hybrides, en particulier pour les tomates (cf. tableau 4) et les variétés de *cucurbitaceae*, accuse une augmentation substantielle. Ceci est dû aux progrès techniques et plus particulièrement à la capacité d'entreprendre la multiplication in vitro de la variété hybride. Dans les cultures telles que la tomate, dont une plante unique peut produire plusieurs fruits et dont la semence hybride coûte de plus en plus cher, il a ainsi été possible de produire une seconde génération de cette culture et de contourner le mode de reproduction normal de la variété grâce aux lignées parentales détenues par l'obteneur. Afin de combler cette lacune, les entreprises semencières se sont vu contraintes de protéger leurs variétés hybrides et donc de se protéger légalement contre toute violation.

TABLEAU 4 — ÉVOLUTION AU FIL DES ANNÉES DES TYPES DE VARIÉTÉS DE TOMATE POUR LESQUELLES UNE PCOV A ÉTÉ DEMANDÉE

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Hybrides	4	7	4	3	1	1	7	10	22	19
Lignées parentales	0	1	2	1	3	10	4	6	11	9

1.4. Fruitières

Les trois principales cultures sont et restent de loin la pomme, la fraise et la pêche/nectarine avec des chiffres relativement identiques au cours des dix dernières années.

Un élément intéressant à noter au cours de cette dernière décennie a été l'évolution du type de pomme pour lequel une demande de protection communautaire des obtentions végétales a été introduite. Au début de l'Office, il s'agissait généralement de variétés mutantes, mais au fil du temps, la part de celles-ci a progressivement diminué pour céder la place aux jeunes plants qui constituent aujourd'hui la majorité des variétés candidates annuelles de pomme (voir tableau 5). Ceci peut s'expliquer par le fait que certains groupes de mutations comme la «Gala», qui représente le plus grand marché, commencent à être saturés par des variétés en mutation.

TABLEAU 5 — ÉVOLUTION AU FIL DES ANNÉES DES TYPES DE VARIÉTÉS DE POMME POUR LESQUELLES UNE PCOV A ÉTÉ DEMANDÉE

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Mutations	14	8	13	11	10	9	10	5	5	9
Jeunes plants	7	4	8	10	7	8	16	14	5	22

Une autre raison possible est que l'avènement du concept de variété essentiellement dérivée (VED) risque de créer une dépendance entre la nouvelle variété mutante et la variété originelle qui peut conduire à des conflits au moment de la commercialisation des nouvelles variétés, rendant les variétés issues de la mutation moins attrayantes commercialement. Le développement d'un plus grand nombre de variétés de jeunes plants permet d'éviter le concept de VED et d'élargir la base génétique de la culture en question.

TABLEAU 6 — LES DIX PRINCIPAUX PAYS EN PROVENANCE DESQUELS DES DEMANDES DE PCOV ONT ÉTÉ DÉPOSÉES (1995–2005)

Pays des principaux demandeurs	Nombre de demandes (nombres absolus; nombres relatifs entre parenthèses)										
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Total
Pays-Bas	478 (34,5)	578 (37,8)	664 (36,2)	716 (38,1)	805 (40,0)	784 (36,3)	810 (36,5)	871 (34,6)	957 (36,0)	1 056 (38,6)	7 719 (36,9)
Allemagne	223 (16,1)	241 (15,8)	299 (16,3)	311 (16,5)	289 (14,4)	311 (14,4)	385 (17,3)	320 (12,7)	381 (14,3)	411 (15,0)	3 171 (15,1)
France	162 (11,7)	210 (13,7)	260 (14,2)	303 (16,1)	242 (12,0)	332 (15,4)	239 (10,8)	302 (12,0)	337 (12,7)	313 (11,5)	2 700 (12,9)
États-Unis	86 (6,2)	142 (9,3)	191 (10,4)	136 (7,2)	234 (11,6)	233 (10,8)	267 (12,0)	365 (14,5)	358 (13,5)	311 (11,4)	2 323 (11,1)
Danemark	87 (6,3)	83 (5,4)	79 (4,3)	107 (5,7)	108 (5,4)	71 (3,3)	97 (4,4)	167 (6,6)	145 (5,5)	105 (3,8)	1 049 (5,0)
Royaume-Uni	126 (9,1)	76 (5,0)	81 (4,4)	81 (4,3)	122 (6,1)	126 (5,8)	82 (3,7)	69 (2,7)	129 (4,9)	152 (5,6)	1 044 (5,0)
Italie	34 (2,5)	28 (1,8)	67 (3,7)	37 (2,0)	52 (2,6)	73 (3,4)	65 (2,9)	67 (2,7)	60 (2,3)	61 (2,2)	544 (2,6)
Belgique	61 (4,4)	20 (1,3)	43 (2,3)	36 (1,9)	41 (2,0)	46 (2,1)	46 (2,1)	63 (2,5)	56 (2,1)	44 (1,6)	456 (2,2)
Espagne	13 (0,9)	18 (1,2)	31 (1,7)	22 (1,2)	24 (1,2)	31 (1,4)	45 (2,0)	46 (1,8)	29 (1,1)	29 (1,1)	288 (1,4)
Japon	9 (0,7)	35 (2,3)	22 (1,2)	16 (0,9)	13 (0,7)	31 (1,4)	28 (1,3)	51 (2,0)	27 (1,0)	55 (2,0)	287 (1,4)



Fruits et légumes





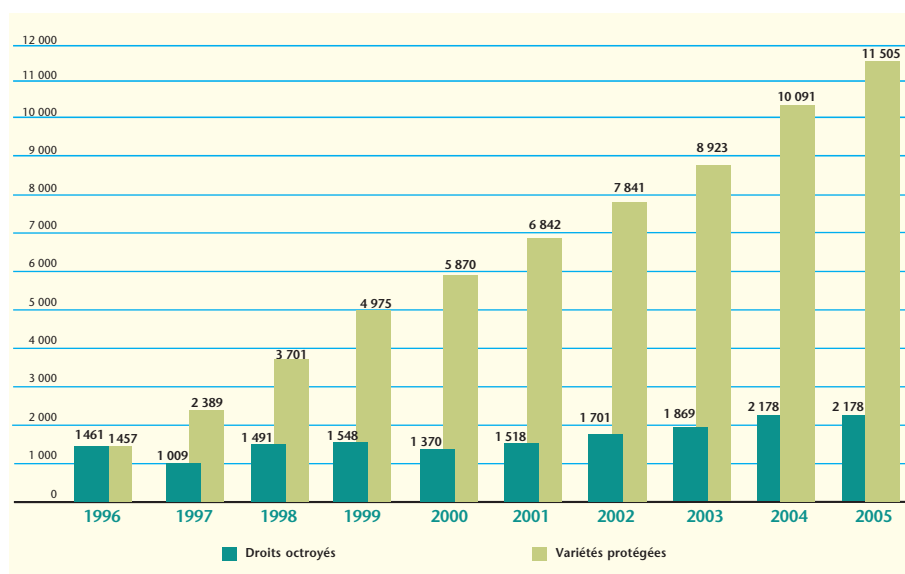
1.5. Origine des demandes

Depuis sa fondation, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu des demandes de plus de cinquante pays. Tous les ans, plus d'un tiers des demandes reçues provenaient des Pays-Bas, suivis de loin par l'Allemagne, la France et les États-Unis. Ceci souligne le rôle important des Pays-Bas. Comme le montre le tableau 6, les dix principaux pays représentent 93,6 % de toutes les demandes déposées auprès de l'OCVV. Il ressort également du tableau que l'origine des demandes reçues ne fluctue que légèrement.

2. Octrois de protection

En 2005, l'Office a octroyé plus de 2 100 titres de protection communautaire. Une liste détaillée de toutes les variétés protégées (arrêtée au 31 décembre 2005) est publiée en annexe au présent rapport annuel.

Au 31 décembre 2005, plus de 11 500 protections communautaires avaient été accordées et étaient en vigueur. Le graphique 4 montre le nombre de titres communautaires octroyés chaque année de 1996 à 2005 et illustre l'augmentation constante du nombre d'obtentions protégées par le régime communautaire.



GRAPHIQUE 4 — DROITS COMMUNAUTAIRES DES OBTENTIONS VÉGÉTALES OCTROYÉS ET TITRES PAR ANNÉE (1996–2005)

3. Examens techniques

En 2005, l'OCVV a entrepris 2 129 examens techniques qui ont été exécutés par les différents offices d'examen pour le compte de l'Office. La liste détaillée des offices d'examen travaillant pour le compte de l'Office est reprise au chapitre intitulé «Offices d'examen».

B. RELATIONS AVEC LES OFFICES D'EXAMEN

a. Neuvième réunion annuelle avec les offices d'examen

La réunion de l'OCVV avec ses offices d'examen en 2005 a réuni des représentants de vingt et un États membres de l'UE, de Bulgarie, de Croatie, de Roumanie, de Suisse, de

la Commission européenne, du bureau de l'Union international pour la protection des obtentions végétales (UPOV) et des organisations professionnelles d'obteneurs European Seed Association (ESA) et Ciopora.

Les principaux thèmes de discussion étaient les suivants:

- les conditions d'octroi d'une date de demande: résultats d'une enquête réalisée entre 2002 et 2005;
- la conduite des essais DHS;
- les questions associées aux rapports d'essais;
- l'échange d'informations entre l'Office et les offices d'examen, ainsi que l'échange d'informations et de documents entre les office d'examen;
- les vérifications techniques;
- la base de données centralisée des dénominations variétales;
- le site internet pour les agents de liaison responsables techniques;
- la procédure d'objection;
- le conflit d'intérêts au niveau des offices d'examen.

b. Élaboration de protocoles de l'OCVV

En 2005, des experts des offices d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration de protocoles techniques pour les essais DHS qui ont ensuite été approuvés par le conseil d'administration (voir chapitre 4). Ont été organisées les réunions suivantes:

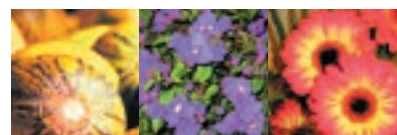
- 1) experts en espèces agricoles: un projet de protocole a été discuté pour les pommes de terre;
- 2) experts en espèces légumières: des projets de protocole ont été discutés pour huit espèces;
- 3) experts en espèces ornementales: des projets de protocole ont été discutés pour 14 cultures.

c. Intégration des offices d'examen des nouveaux États membres au sein du réseau des essais DHS de l'OCVV

À la suite de leur adhésion à l'Union européenne, la compétence des nouveaux États membres pour exécuter les essais DHS conformément aux normes de l'OCVV a été évaluée en 2004. À l'issue de la procédure d'évaluation, le statut «compétent» a été octroyé aux offices d'examen des nouveaux États membres pour plusieurs espèces. Aujourd'hui, les offices d'examen des nouveaux États membres participent, sur un même pied d'égalité que leurs homologues des anciens États membres, à toute procédure d'examen d'une nouvelle espèce. En outre, les experts en cultures des nouveaux États membres sont invités à toutes les réunions d'experts qui présentent de l'intérêt pour eux.

d. Entrée en vigueur des nouveaux accords relatifs aux essais DHS conclus entre l'OCVV et ses offices d'examen

Entrés en vigueur le 1er janvier 2005, les nouveaux contrats définissent la relation entre l'OCVV et ses offices d'examen. Les nouveaux contrats conclus entre l'OCVV et ses offices d'examen dressent non seulement la liste des espèces dont les variétés candidates seront examinées, mais énoncent aussi les modalités d'exécution de l'examen technique. Ces modalités incluent notamment le recours à la sous-traitance, la «collection de référence vivante», l'application de lignes directrices pour les essais, les exigences en matière d'échantillons, les mesures de confidentialité, les paiements, les responsabilités et toutes les procédures de rapport pour garantir le traitement rapide des demandes.



*Orchidée Phalenopsis*

e. Projet de l'OCVV relatif à la création d'une base de données européenne centralisée sur les dénominations variétales

En octobre 2002, le conseil d'administration a recommandé que l'Office élabore une base de données centralisée pour les dénominations variétales afin de contrôler la similitude des dénominations proposées. Les travaux préparatoires ont été exécutés en 2003. En 2004, le projet a été mis en œuvre, un accord de coopération a été signé avec l'UPOV, assurant la collecte de données la plus large possible, et un nouvel agent a été recruté afin de gérer la base de données. Le projet est devenu opérationnel en juillet 2005. La base de données est une compilation qui inclut des données sur la protection communautaire des obtentions végétales et énumère les variétés des pays de l'UE et des pays de l'UPOV. Elle est disponible sur le site internet de l'Office par un accès limité aux autorités officielles des États membres de l'UE, de l'Islande, de la Norvège et de la Suisse.

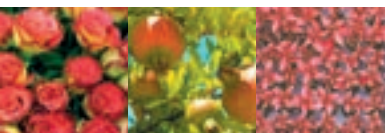
À la fin de l'année, la base de données contenait quelque 400 000 dénominations.

f. Réunion des experts céréaliers

Une réunion des experts céréaliers des offices d'examen qui exécutent la grande majorité des essais DHS de ces espèces s'est tenue à Angers. Elle avait pour but d'identifier les cas où une possibilité d'interprétation différente dans les États membres subsisterait dans les protocoles techniques de l'OCVV relatifs aux céréales afin de parvenir à une approche harmonisée à cet égard. Cette discussion doit se poursuivre à l'avenir.

g. Nouveau site internet pour les agents de liaison responsables techniques

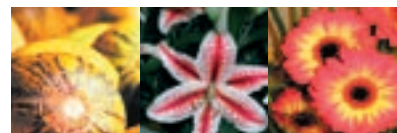
Afin de garantir une collaboration efficace avec les offices d'examen, l'OCVV a créé un réseau d'agents de liaison responsables techniques. Ceux-ci sont censés assurer les contacts avec l'OCVV à un niveau technique. Afin d'améliorer davantage la collaboration, l'OCVV a créé un site internet spécial pour les agents de liaison responsables techniques. Ce site est entré en vigueur en juillet 2005. Il met notamment des documents techniques à la disposition des agents de liaison responsables techniques dans le but d'améliorer l'efficacité de la préparation des réunions. Ce site contient également le «Vade-mecum à l'intention des offices d'examen», qui comprend un ensemble de documents de l'OCVV sur des procédures de travail harmonisées. On peut également y trouver les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des experts techniques.

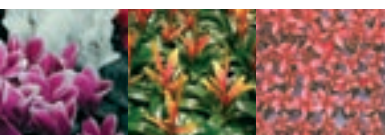


h. Projets de recherche et développement, et maintenance de collections de référence cofinancées par l'OCVV

À la suite des règles établies par le conseil d'administration en 2002 pour le soutien financier de projets d'intérêt pour le système de protection communautaire des obtentions végétales, l'Office a reçu plusieurs demandes de cofinancement de projets de recherche et développement. Les projets suivants ont bénéficié d'un soutien financier de l'OCVV en 2005.

- **Harmonisation des essais de résistance aux maladies des espèces légumières au sein de l'Union européenne:** un projet de collaboration sur trois ans, qui a débuté en 2004, entre le groupe d'études et de contrôle des semences (GEVES) établi en France (coordinateur), l'Oficina Española de Variedades Vegetales située en Espagne et la Naktuinbouw, aux Pays-Bas, dont l'objectif est d'évaluer et d'harmoniser les essais de résistance aux maladies de deux espèces modèles, en l'occurrence la tomate et le haricot commun, en utilisant une série de neuf paires hôte/pathogène déterminées. En 2005, des cycles d'analyse ont été exécutés par chaque partenaire afin de caractériser et de comparer l'agressivité et la virulence de chaque souche par rapport aux variétés standard de chaque pays. Il s'en est suivi une réunion de toutes les parties en septembre afin d'analyser et de comparer les résultats initiaux par rapport au protocole de l'OCVV et de définir des procédures standardisées fiables.
- **L'utilisation de marqueurs de type «isoenzymes» pour évaluer la distinction, l'homogénéité et la stabilité de l'espèce *Calluna vulgaris* L.:** une étude menée sur deux ans par le Bundessortenamt allemand afin de déterminer la possibilité de réduire à un an la durée des essais des variétés de *Calluna* en utilisant des marqueurs de type «isoenzymes» en complément des caractéristiques traditionnelles. Le projet a été achevé en 2005. Quatre isoenzymes révélant un bon polymorphisme entre les variétés ont été identifiés. Le modèle d'isoenzyme convient pour l'identification des variétés, mais est indépendant des caractéristiques phénotypiques. Les isoenzymes peuvent aussi être utilisés en tant que caractéristiques supplémentaires afin de confirmer les éléments de distinction observés dans le domaine et d'éviter ainsi une année supplémentaire d'examen technique.
- **Création d'une base de données commune sur le maïs pour les essais DHS grâce à un partenariat entre l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'OCVV:** un projet sur deux ans d'une base de données collaborative qui comportera des données administratives ainsi que des données morphologiques et biométriques issues des collections de référence des institutions participantes et qui pourra être consultée pour sélectionner des variétés comparables pour les essais DHS de nouvelles variétés de maïs.
- **Collection variétale européenne de variétés de roses:** un projet coordonné par le Plant Research International (PRI) et conduit par le Bundessortenamt, le NIAB et le PRI/CGN afin de créer une compilation des caractéristiques morphologiques, des images et des empreintes ADN dans le but de faciliter une gestion efficace (rentable) des collections de référence. Les travaux ont démarré en 2005 et le rapport final devrait être publié en 2007.
- **Gestion des collections de référence du colza d'hiver:** le projet du NIAB, mené en collaboration avec le GEVES, l'Institut danois des sciences agricole (DIAS) et le Bundessortenamt, tente de faire de l'emploi du marqueur ADN un instrument de sélection efficace des variétés de référence adéquates. Le projet a démarré en 2005 et les résultats finaux sont attendus en 2007.
- **Développement et évaluation de marqueurs moléculaires liés aux gènes de résistance aux maladies pour les essais DHS de tomates [option 1(a)]:** fin 2005, l'OCVV a approuvé le financement d'un projet de deux ans entre le Plant Research International (coordinateur) aux Pays-Bas, le GEVES et l'INRA Avignon en France et l'OEVV et l'Instituto Nacional de Investigación y Tecnología Agraria y Alimentaria





en Espagne afin de développer et d'évaluer une option 1(a) de l'UPOV pour la résistance aux maladies dans les tomates. La cartographie et les informations de séquence actuelles seront utilisées et des essais par marqueur seront évalués pour déterminer la robustesse et la reproductibilité. Les résultats de l'analyse par marqueur seront comparés aux caractérisations phénotypiques en utilisant des variétés de tomates qui sont en cours d'essais DHS.

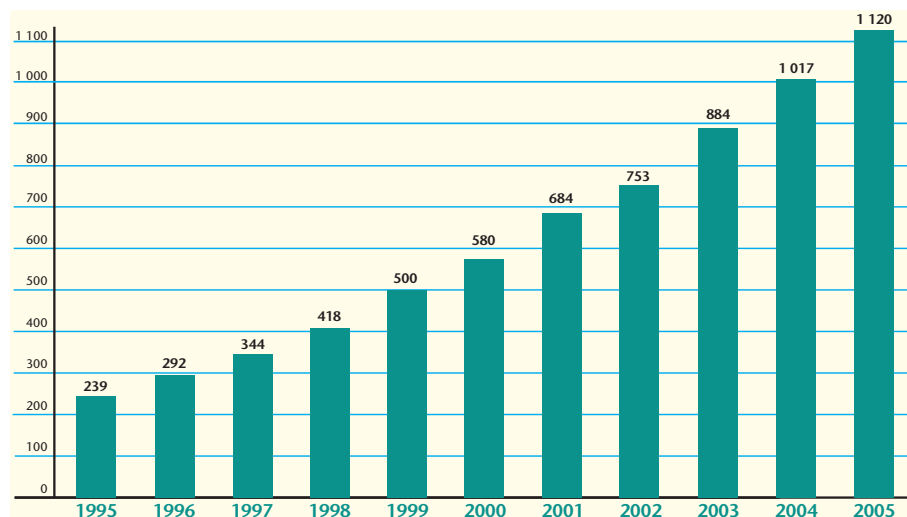
<i>Abelia</i> R. Br.	<i>Epimedium</i> L.
<i>Abutilon</i> Mill.	<i>Eragrostis tef</i>
<i>Acacia baileyana</i> F. Muell.	<i>Eremurus</i> M. Bieb.
<i>Acacia floribunda</i> (Vent.) Willd.	<i>Eucomis</i> L'Hér.
<i>Acacia leprosa</i> Sieber ex DC.	<i>Euphorbia hypericifolia</i> L.
<i>Ageratina altissima</i> (L.) R. M. King et H. Rob.	<i>Gossypium hirsutum</i> L.
<i>Agrostis stolonifera</i> L.	<i>Indigofera himalayensis</i> Ali
<i>Alocasia wentii</i> Engl. et K. Krause	<i>Ionopsis</i> x <i>Oncidium</i>
<i>Anidosantea elegans</i> (Cav.) D. M. Bates	<i>Justicia pictifolia</i> Standl.
<i>Anisodonteia scabrosa</i> (L.) Bates	<i>Koelreuteria paniculata</i> Laxm.
<i>Asarina</i> Mill.	<i>Leucospermum</i> R. Br.
<i>Asplenium nidus</i> L.	<i>Lomandra</i> Labill.
<i>Allium</i> L.	<i>Ludisia discolor</i> (Ker Gawl.) A. Rich.
<i>Baleria obtusa</i> Nees	<i>Lupinus hybrid Magnolia</i> x <i>soulangiana</i> Soul.-Bod.
<i>Boronia heterophylla</i> F. Muell.	<i>Malva sylvestris</i> L.
<i>Capsella bursa-pastoris</i> (L.) Medik.	<i>Medinilla magnifica</i> Lindl.
<i>Carpinus betulus</i> L.	<i>Morbus alba</i> L.
<i>Chamaecyparis lawsoniana</i> (A. Murr.) Parl.	<i>Nepeta subsessilis</i> Maxim.
<i>Chasmanthe floribunda</i> var. <i>duckittii</i> G. Lewis ex L. Bol.	<i>Nymphea capensis</i> Thunb.
<i>Coriandrum sativum</i> L.	<i>Papaver somniferum</i> L.
<i>Cornus</i> L.	<i>Pitcairnia hitchcockiana</i> L. B. Sm.
<i>Cornus alternifolia</i> L.	<i>Polygala</i> L.
<i>Cornus kousa</i> Hance	<i>Prunus padus</i> L.
<i>Cotoneaster dammeri</i> D.K. Schneid.	<i>Symphytum</i> x <i>uplandicum</i> Nyman
<i>Dianella caerulea</i> Sims	<i>Telopia</i> R. Br.
<i>Dianella ensifolia</i> (L.) DC.	<i>Thalictrum</i> L.
<i>Dianella tasmanica</i> Hook.	<i>Tillandsia</i> L.
<i>Digitalis</i> L.	<i>Turnera diffusa</i> Willd. Ex Schult.
<i>Dischidia ruscifolia</i> Warb ex K. Schum. et Lauterb.	<i>Vaccinium simultatum</i> Small
<i>Echinops ruthenicus</i> M. Bieb.	<i>Vicia ervilia</i> (L.) Willd.
<i>Elytrigia elongata</i> (Host) Nevski	<i>Zygopetalum</i> Hook.
	X <i>Colmanara hort.</i>
	X <i>Odontonia hort.</i>

i. Procédure «nouvelles espèces»

Au cours de l'année 2005, l'OCV a reçu des demandes concernant des variétés de 93 taxons botaniques pour lesquels aucune demande de PCOV n'a été déposée auparavant.

Afin que l'office d'examen le plus compétent puisse procéder à leur examen technique, l'OCV a lancé deux études («procédures applicables aux nouvelles espèces»). Ces deux enquêtes, ainsi que celle qui a été lancée en novembre 2004, ont permis au conseil d'administration d'attribuer les 65 nouveaux taxons botaniques suivants à des offices d'examen en 2005.

Le graphique 5 illustre l'évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCV a reçu des demandes. Fin 2005, des demandes pour des variétés appartenant à 1 120 taxons botaniques ont été déposées auprès de l'Office.

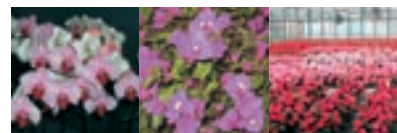


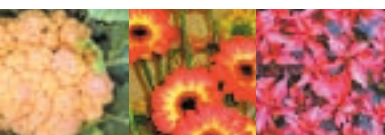
GRAPHIQUE 5 — ÉVOLUTION DU NOMBRE DE TAXONS BOTANQUES POUR LESQUELS L'OCV A REÇU DES DEMANDES

j. L'influence des souches de phytoplasme sur l'expression phénotypique de variétés de poinsettias

Il a été prouvé qu'une ramification intéressante de variétés de poinsettias est provoquée par la présence de phytoplasmes, c'est-à-dire de petits procaryotes associés à des bactéries, mais démunis de paroi cellulaire contrairement à celles-ci. Ce «facteur de ramification» spécifique ne peut être maintenu que dans les plantes hôtes. Autrement dit, les possibilités de transmission par le greffon ou la plante parasitaire *Cuscuta*, par exemple, sont limitées. Sur la base de la structure génétique, il a, en outre, été déclaré dans l'étude de la littérature qui a été réalisée par l'Institut danois des sciences agricoles au nom de l'OCV en 2001, qu'il existe différentes souches de phytoplasme. Une question s'est posée: «les différentes souches de phytoplasme peuvent-elles provoquer différents phénotypes de variétés de poinsettias utilisées pour les besoins de l'évaluation de la distinction, de l'harmonisation et de la stabilité ou bien différentes souches de phytoplasme peuvent-elles être utilisées pour obtenir différents «cultivars»?»

Afin de répondre à cette question, un projet de recherche cofinancé par le Research Centre Aarslev au Danemark, par les obtenteurs de poinsettia et par l'OCV, a démarré en 2003 auprès de l'Institut danois des sciences agricoles et du Research Centre d'Aarslev. Dans un premier temps, vingt-cinq variétés ont été sélectionnées afin d'effectuer





une recherche préliminaire de la présence et de la variation de populations de phytoplasmes. Les variétés ont été sélectionnées de façon à garantir le niveau le plus élevé de variation de phytoplasme et à couvrir le plus d'éleveurs possibles. Sur les vingt-cinq variétés, huit porte-greffes ont été sélectionnés en vue de l'essai final. Trois variétés sans phytoplasme ont, en outre, été sélectionnées sur les huit variétés soumises. Afin de transmettre le «facteur de ramification», les variétés sans phytoplasme ont été greffées sur les huit porte-greffes contenant différentes populations de phytoplasme. Les analyses de laboratoire ont révélé que la transmission a été fructueuse pour vingt et une combinaisons, lesquelles ont été cultivées plus avant au cours de l'essai. Afin d'évaluer l'impact du phytoplasme sur le phénotype de variétés de poinsettias, treize caractéristiques qui ont été affectées par des phytoplasmes ont été observées et décrites.

Les experts de différents offices d'examen et de l'OCVV qui ont assisté à l'essai en avril 2005 se sont étonnés de l'uniformité des plantes infestées par des phytoplasmes dans chacune des trois variétés et ont pu voir, par la même occasion, des différences claires entre les végétaux infectés par des phytoplasmes et les végétaux sans phytoplasme.

Le rapport final du projet, tel qu'il a été présenté le 1er juillet 2005 avec une description détaillée des treize caractéristiques, a confirmé l'observation faite par les experts. L'expérience a révélé l'absence de différence significative lorsque des souches différentes de phytoplasme étaient présentes dans des variétés de poinsettias. Le porte-greffe n'avait aucune influence significative sur les caractéristiques qualitatives décrites dans l'expérience, à savoir la couleur bractée de la face supérieure et de la face inférieure, la couleur de la face supérieure et de la face inférieure de la feuille et le développement lobé des feuilles. De petites différences statistiquement significatives ont été observées pour quelques-unes des caractéristiques quantitatives. Les différences calculées dans les notes utilisées dans les essais DHS n'ont toutefois pas excédé une note, ce qui signifie qu'en pratique, les différences n'affecteraient pas les résultats des essais DHS. L'OCVV a donc décidé de maintenir le système actuel des essais pour les poinsettias. Il se peut que cet avis doive être reconsidéré lorsque l'Office recevra une demande pour une variété non infectée.

9. CONTACTS AVEC LES ORGANISATIONS EXTERNES

Contacts avec l'ESA et la Ciopora

a. Réunions préliminaires

Au cours des réunions régulières avec l'Office, les représentants des obtenteurs de variétés végétales ont la possibilité de formuler des commentaires sur les différents points inscrits à l'ordre du jour du conseil d'administration. Par la suite, l'Office informe le conseil d'administration de leurs observations.

b. Réunion annuelle de l'ESA

Des représentants de la direction de l'Office ont participé à l'assemblée générale de l'ESA qui s'est tenue à Bruxelles (les 10 et 11 octobre 2005), ainsi qu'à plusieurs réunions de section spécialisées.

c. Réunion annuelle de la Ciopora

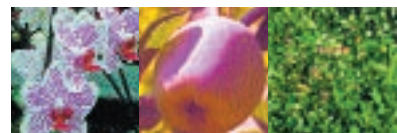
Le président de l'Office a participé à la réunion annuelle de la Ciopora qui s'est tenue les 28 et 29 avril à Nice, en France. À l'occasion de la cérémonie d'adieu de René Royon, cofondateur et secrétaire général de cette organisation pendant une longue période, le président a rappelé la contribution importante que ce dernier a apportée au développement d'un système efficace de protection des variétés végétales.

Contacts avec l'UPOV

L'OCVV participe aux activités de l'UPOV depuis 1996. Jusqu'en juillet 2005, la Communauté européenne avait le statut d'observateur au sein de cette organisation. Depuis juillet 2005, elle en est membre à part entière.

En tant que membres de la délégation de la CE, des agents de l'OCVV participent activement aux travaux de l'UPOV et assistent régulièrement aux réunions des instances et comités suivants de l'union internationale:

- le conseil de l'UPOV;
- le comité juridique et administratif;
- le comité technique;
- les groupes de travail techniques (plantes agricoles, plantes légumières, plantes fruitières, plantes ornementales et arbres forestiers);
- le groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires (TBM) et ses sous-groupes spécialisés;





Stand de l'OCVV au salon IPM aux Pays-Bas

- le comité de rédaction élargi;
- les groupes de travail sur les dénominations variétales et la publication de descriptions des variétés.

Le vice-secrétaire général de l'UPOV participe à la plupart des réunions du conseil d'administration de l'OCVV. Le personnel de direction du bureau de l'UPOV assiste également régulièrement aux réunions d'experts ou aux groupes de travail organisés par l'OCVV et traitant des aspects techniques et juridiques revêtant un intérêt commun.

En octobre 2004, l'OCVV a signé un protocole d'entente avec l'UPOV portant sur un programme de coopération pour le développement et la maintenance de leurs bases de données internet en fournissant des informations sur les variétés végétales. L'OCVV a échangé régulièrement des informations avec l'UPOV lors du développement de sa base de données centralisée sur les dénominations de variétés afin d'assurer la compatibilité avec la base de données existante sur les variétés végétales de l'UPOV (UPOV-ROM). Les deux bases de données contiennent des informations sur les variétés végétales pour lesquelles une protection a été octroyée ou qui font l'objet d'une demande de protection, de même que pour celles qui sont intégrées dans les listes nationales des variétés à des fins de commercialisation.

La base de données centralisée de l'OCVV repose sur des codes attribués à des noms botaniques qui sont décidés par l'UPOV. Depuis sa publication en juillet 2005, l'Office et l'UPOV ont entamé un échange extensif de données, l'UPOV recueillant des données auprès de pays membres de l'UPOV mais non membres de l'UE, tandis que l'Office compile les données en provenance de l'UE. L'OCVV a collaboré avec l'UPOV à l'attribution des codes au nom d'espèces de variétés de l'UPOV-ROM.

Dans plusieurs régions du monde où se trouvent des pays membres de l'UPOV tels que l'Afrique, l'Amérique latine l'Asie, et les Caraïbes, un intérêt se manifeste pour connaître les détails, l'expérience et les résultats des systèmes de protection des variétés végétales de dimension régionale. L'OCVV envoie fréquemment des orateurs aux colloques et aux séminaires techniques qu'organise l'UPOV.

Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)

L'OAPI, une organisation intergouvernementale basée à Yaoundé (Cameroun), œuvre à l'application de la convention de Bangui qui a institué un système régional de protection des droits de propriété intellectuelle dont font partie les obtentions végétales. En conséquence, cette organisation est particulièrement intéressée par l'expérience acquise par l'OCVV dans la gestion d'un régime communautaire.



Le président de l'Office a signé avec le directeur général de l'OAPI un protocole d'accord établissant le cadre d'une future coopération. La décision du conseil d'administration de l'OAPI de rendre le système de protection du droit d'obtenteur opérationnel en 2006 et sa mise en œuvre offriront de multiples occasions de coopérer dans différents domaines d'activité.

L'OAPI a invité l'OCVV à un atelier qui s'est tenu à Limbé en mars 2005 afin de recevoir des conseils sur la mise sur pied de procédures internes qui pourraient être adoptées avant l'entrée en vigueur du système. Le groupe a identifié une liste des dix-neuf espèces principales pour lesquelles une protection devrait être offerte au début du système OAPI.

Pour ces espèces, des stations d'essais éventuelles ont été identifiées au Cameroun et au Sénégal. Le système sera fondé sur des essais centralisés en tenant compte des adaptations climatiques des variétés.

Il est procédé à un échange régulier de publications.

Participation aux salons internationaux

L'OCVV estime que sa participation à des salons internationaux est utile pour promouvoir le régime communautaire et établir des contacts directs avec les demandeurs. Sa présence à trois salons internationaux a confirmé ce point de vue.

Au début de 2005, l'OCVV a participé à l'IPM à Essen où il a partagé un stand avec le Bundessortenamt, l'office d'examen allemand, ainsi qu'au salon du végétal à Angers, où il a occupé un stand avec le GEVES, l'office d'examen français.

En collaboration avec le Raad voor het Kweekersrecht néerlandais, le CGN et le NIAB, l'OCVV a également tenu un stand lors du salon Hortifair à Amsterdam.

Contacts avec Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

L'OCVV suit de près les activités de l'OCDE dans le secteur des semences et des variétés végétales. Un représentant de l'OCVV a assisté à la réunion annuelle de l'OCDE à Paris. L'OCVV a participé à un atelier de l'OCDE sur la certification des semences et la biotechnologie moderne, également à Paris.

Autres contacts

L'OCVV entretient des contacts externes réguliers en participant aux réunions organisées par:

- le secrétariat général de la Commission européenne: coordination des agences de l'UE;
- la direction générale du personnel et de l'administration: questions liées à la mise en œuvre du statut du personnel;
- la direction générale du budget: mise en œuvre du nouveau règlement financier et de la fonction d'audit interne;
- les responsables des agences européennes de certification des semences.

D'autres domaines d'activité extérieure peuvent également être mentionnés, notamment:

- le conseil d'administration du Centre de traduction;
- l'équipe de direction du Service commun d'assistance SI2;
- la coordination des agences de l'UE au niveau de la direction;
- la réunion annuelle de coordination de l'Office des publications avec les agences de l'UE;
- les systèmes internationaux de certification des semences de l'OCDE.





10. RELATIONS AVEC LA **DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS**

Comme nous l'avons déjà signalé dans le présent rapport, le commissaire Kyprianou a rendu visite à l'OCV le 6 décembre 2005.

Tout au long de l'année 2005, divers fonctionnaires de haut niveau représentant la direction générale de la santé et de la protection des consommateurs se sont rendus au siège de l'OCV à Angers.

M. Madelin, directeur général de la DG Santé et protection des consommateurs, s'est rendu à Angers le 13 juin 2005 afin de participer à la célébration du dixième anniversaire de l'OCV.

Mme Husu-Kallio, directrice générale adjointe de la DG Santé et protection des consommateurs, a rendu visite à l'Office le 29 novembre 2005.

Comité permanent «Semences et matériau de multiplication agricole, horticole et sylvicole»

Ce comité permanent se réunit régulièrement à Bruxelles et l'Office a assisté aux réunions dont le thème avait un lien avec le régime de protection communautaire des obtentions végétales.

Tout au long de l'année 2005, l'OCV s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- activités de la Commission concernant les renvois aux protocoles techniques de l'OCV pour les essais DHS;
- règlement de la Commission établissant des modalités d'application concernant l'éligibilité des dénominations variétales;
- activités de la Commission concernant les catalogues communs des variétés des espèces de plantes agricoles et légumières et, en particulier, intégration des catalogues des nouveaux États membres;
- programme et protocoles techniques des essais comparatifs communautaires;
- mesures de mise en œuvre concernant les variétés de conservation et les ressources génétiques végétales;
- équivalence des essais DHS exécutés en Croatie;
- révision des dénominations végétales scientifiques;
- réflexions de la Commission portant sur un transfert possible de tâches à l'OCV.

Essais comparatifs communautaires

En 2005, l'OCV a assisté aux essais comparatifs concernant le matériau de multiplication de plantes ornementales, essais exécutés par le Bundessortenamt (Allemagne). Ces essais portaient sur 114 échantillons d'un large éventail de variétés d'*Argyran-*



10e anniversaire de l'OCVV à Angers

themum et de *Calibrachoa* mis à disposition par douze États membres de l'UE — plus de 50 % d'entre eux étaient légalement protégés par le biais des droits communautaires de protection des obtentions végétales. Les essais comparatifs fournissent des informations de valeur sur l'existence inaltérée et continue des variétés protégées.

Élargissement

L'Office est resté en contact avec les services pertinents de la DG Santé et protection des consommateurs afin de préparer l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE.

L'Office s'était fixé pour objectif de continuer à recueillir des informations et d'évaluer les systèmes nationaux d'essais DHS afin d'envisager une éventuelle future coopération des organisations nationales des pays candidats au sein du réseau DHS communautaire, notamment les offices d'examen de l'OCVV.

En 2005, des experts techniques venus de Bulgarie, de Croatie, de Roumanie et de Turquie ont, en outre, assisté à la réunion annuelle avec les offices d'examen que l'OCVV a organisée à Angers.

L'OCVV envisage de surcroît de prendre part à un programme communautaire afin d'impliquer la Croatie et la Turquie dans les travaux des agences communautaires. Les premiers pas vers de telles activités ont été faits en 2005. Le programme devrait démarrer au cours du second semestre 2006.

Dénominations variétales

Outre la révision coordonnée des règles applicables aux dénominations variétales pour le régime communautaire de protection du droit d'obtenteur et les systèmes de listes nationales, les services compétents de la DG Santé et protection des consommateurs ont été régulièrement informés de l'évolution de la base de données centralisée des dénominations variétales. Les services de la Commission ont pris les mesures nécessaires pour faire publier les mises à jour du catalogue commun dans un format électronique que

l'Office peut accepter. Depuis son lancement, la base de données est à la disposition de la Commission et des autorités nationales responsables de l'établissement des listes nationales dans les vingt-cinq États membres. Cet outil contribue sans aucun doute à améliorer les contrôles des propositions de dénominations variétales au niveau de l'ensemble de l'UE.



Visite de M. Kyprianou à Angers





11. DÉCISIONS DE LA CHAMBRE DE RECOURS EN 2005

En 2005, la chambre de recours de l'OCV s'est réunie à trois reprises à Angers, en l'occurrence en juin, en septembre et en novembre et a pris quatre décisions. Une cinquième décision a été adoptée à l'issue d'une procédure écrite.

Session de juin

(a) Recours 005/2004

Par la décision R440 du 23 février 2004, l'Office a rejeté une demande introduite pour une variété de l'espèce *Erysimum* dénommée «Walfrasun» au motif qu'elle n'était pas suffisamment homogène au sens de l'article 8 du règlement de base. Le demandeur, David R. Tristram, a interjeté appel le 12 mai 2004.

Dans sa décision du 16 juin 2005, la chambre de recours a jugé l'appel fondé, étant donné que les résultats de l'essai qui a été exécuté par le Bundessortenamt ne justifient pas le motif de manque d'homogénéité de la variété candidate. La chambre de recours n'était pas persuadée que l'essai avait été exécuté *lege artis* et a estimé qu'il ne pouvait servir de base pour rejeter la demande en invoquant un manque d'homogénéité. La chambre de recours a conclu que l'Office devait prévoir un nouvel essai de la variété dans un autre lieu d'essai que Marquardt.

(b) Recours 006/2004

Le 21 juin 2004, l'OCVV a octroyé à la Kwekerij J. de Groot B.V. une protection communautaire d'obtention végétale pour la variété «Natasja king» du genre *Ficus benjamina* L. par la décision UE 13561. Une procédure d'appel a été introduite par un tiers, à savoir la firme Gebrs. van der Knaap B.V., en application de l'article 67 du règlement de base en vue d'abroger cette décision. La firme Gebrs. van der Knaap B.V. a invoqué que les plantes de la variété «Natasja king» ne se distinguaient pas vraiment de la variété «Marole», une autre variété de *Ficus benjamina* qui est protégée aux Pays-Bas depuis juillet 1993.

Dans sa décision du 15 juin 2005, la chambre de recours a rejeté l'appel. Elle a précisé qu'elle ne disposait pas de preuves suffisantes attestant que le matériau utilisé par CGN n'était plus représentatif de la variété «Marole». Étant donné que la multiplication par bouturage répétée élimine l'influence de la culture du tissu, les cycles successifs de multiplication par bouture qui ont été réalisés dans ce cas ont effectivement éliminé toute influence externe potentielle. L'Office avait également de bonnes raisons pour ne pas tenir compte d'un examen réalisé par un tiers intéressé et pour décider de se fonder exclusivement sur l'examen réalisé par un office externe habilité.



Chambre de recours de l'OCVV

Essais DHS de la variété Vriesea

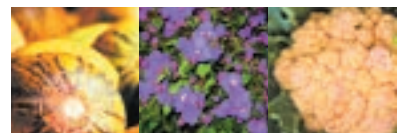
Session de septembre

(a) Recours 003/2004

Par la décision R446 du 19 avril 2004, l'Office a rejeté une demande portant sur une variété de l'espèce *Plectranthus ornatus* Codd. dénommée «Sumcol 01» au motif de manque de distinction par rapport à la variété de référence. Le demandeur a interjeté appel de cette décision le 11 juin 2004.

La variété de référence avait été transmise à l'office d'examen (Bundessortenamt) par M. van Jaarsveld du Jardin botanique Kirstenbosh en Afrique du Sud. L'appelant a principalement fait valoir que la variété de référence envoyée par M. van Jaarsveld n'était pas de renommée commune puisqu'elle provenait du jardin privé de M. van Jaarsveld.

Dans sa décision provisoire du 30 septembre 2005, la chambre de recours a fait part de son intention de s'intéresser à la question de savoir si la variété de référence est de renommée commune ou non en menant une inspection en Afrique du Sud et en recueillant des informations en la matière. Aucune décision finale n'a été prise dans l'attente de cette inspection.



Session de novembre

(a) Recours 001/2005

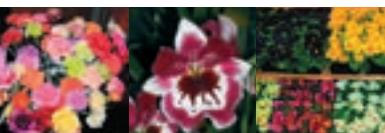
Le 4 octobre 2004, une protection communautaire d'obtention végétale a été accordée à la SARL Nador Cott Protection par décision UE 14111 pour la variété «Nadorcott» de l'espèce *Citrus* L. Le 11 février 2005, un recours a été introduit par un tiers, la Federación de Cooperativas Agrarias de la Comunidad Valenciana (Fecoav), une fédération regroupant des syndicats de coopératives dans les provinces espagnoles d'Alicante, Castellón et Valencia afin d'abroger cette décision.

Dans sa décision du 8 novembre 2005, la chambre de recours a rejeté l'appel. Il n'était pas établi, selon elle, que la Fecoav était directement et individuellement concernée par la décision et elle a donc déclaré le recours irrecevable.

Procédure écrite

(a) Recours 004/2004

La protection communautaire des obtentions végétales a été accordée à Ambroggio Giovanni par une décision de l'Office du 3 décembre 2001 pour le *Gynostemma pentaphyllum* (Thunb. ex Murray) Makino, variété «Ginpent».



Le 23 octobre 2003, la société Vegetal Progress s.r.l. a demandé qu'en vertu de l'article 66 du règlement de base, l'Office modifie la dénomination variétale «Ginpent». Le 23 février 2004, par sa décision n° VD 00176, l'Office a maintenu la décision d'autoriser la dénomination «Ginpent».

Le 18 juin 2004, Vegetal Progress s.r.l. a interjeté appel de cette décision sur quatre points: premièrement, elle commercialisait une autre variété de l'espèce depuis 1995; deuxièmement, «Ginpent» était purement et simplement l'abréviation de l'espèce *Gynostemma pentaphyllum*; troisièmement, la dénomination «Ginpent» et le *Gynostemma pentaphyllum* sont impossibles à distinguer; quatrième, il pourrait y avoir confusion entre le nom «Ginpent» en tant que dénomination d'une variété et l'espèce, ainsi que d'autres variétés de l'espèce. La variété devrait, dès lors, être dénommée autrement [article 63, point 3), lettres c), d) et f)].

Par sa décision du 18 juillet 2005, la chambre de recours a déclaré l'appel infondé. Elle a conclu que l'article 63, point 3), lettre c), a pour but d'éviter la confusion entre une dénomination variétale et une autre, et non entre une dénomination variétale et une espèce. Les raisons pour ne pas attribuer une dénomination variétale sont son potentiel d'induction en erreur ou de confusion sur les caractéristiques de la variété, ce qui n'est pas correctement fondé puisque Ginpent et *Gynostemma pentaphyllum* ne peuvent être confondus l'un avec l'autre [article 63, point 3), lettre f), du règlement de base].

Les décisions complètes sont disponibles en anglais sur le site internet de l'OCVV ou peuvent être obtenues sur demande écrite auprès de l'OCVV.

12. ACCÈS DU PUBLIC AUX DOCUMENTS DE L'OCV

En 1999, le conseil d'administration de l'OCV a adopté des règles sur les méthodes de travail se rapportant à l'accès du public aux documents de l'Office. Cette politique était en harmonie avec la politique pratiquée au sein des institutions de l'UE. En 2001, des règles spécifiques à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission ont toutefois été introduites par l'adoption du règlement (CE) n° 1049/2001⁽¹⁵⁾. Afin d'étendre ces règles aux documents de l'Office, un nouvel article a été intégré dans le règlement de base en 2003 par l'adoption du règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil⁽¹⁶⁾. Il s'agit, en l'occurrence, de l'article 33 *bis*.

L'article 33 *bis* englobe les éléments suivants:

- le règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission s'applique aux documents détenus par l'Office. Cette disposition est entrée en vigueur le 1er octobre 2003;
- le conseil d'administration arrête les modalités pratiques d'application du règlement (CE) n° 1049/2001. Le conseil d'administration adopte ces modalités le 25 mars 2004. Ces règles sont entrées en vigueur le 1er avril 2004;
- les décisions prises par l'Office sur l'accès aux documents peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du médiateur ou d'un recours devant la Cour de justice.

Le règlement (CE) n° 1049/2001 et les règles adoptées par le conseil d'administration sont disponibles sur le site internet de l'Office. Des informations sur ces règles ont aussi été publiées sur le site internet de l'Office tout comme l'ont été les formulaires à utiliser au moment de demander l'accès à un document.

L'Office suit la mise en œuvre et l'application des règles sur l'accès public aux documents en établissant un rapport annuel. L'Office est tenu de faire rapport sur les informations telles que le nombre d'affaires dans lesquelles il a refusé d'accorder l'accès aux documents, les raisons d'un tel refus et le nombre de documents sensibles non enregistrés dans un registre détenu par l'Office⁽¹⁷⁾ (voir verso). Aucun document sensible n'est conservé par l'Office.



⁽¹⁵⁾ Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (JO L 145 du 31 mai 2001, p. 43).

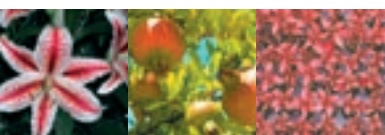
⁽¹⁶⁾ Règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil du 18 juin 2003 modifiant le règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales (JO L 245 du 29 septembre 2003, p. 28).

⁽¹⁷⁾ Article 17 du règlement (CE) n° 1049/2001.



*Hôtel Bordeaux-Montrieux,
bâtiment de l'OCV*

Année de réception	Nombre de demandes d'accès reçus	Nombre de refus	Raisons de tels refus
2004	30	6 (partiels)	Les questionnaires techniques sont exclus de l'inspection publique (article 88, point 3), du règlement de base).
2005	55	2 (partiels)	Les questionnaires techniques sont exclus de l'inspection publique (article 88, point 3), du règlement de base).



13. RAPPORT DU CONTRÔLEUR À LA PROTECTION DES DONNÉES DE L'OCVV

• Contexte juridique

Le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données a été adopté dans le but de se conformer à l'article 286 du traité. Cet article impose en effet aux institutions et organes communautaires l'obligation d'appliquer les actes communautaires relatifs à la protection des personnes physiques en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données.

Le traitement des données a une signification relativement vaste et n'implique pas seulement le transfert des données à des tiers, mais aussi la collecte, l'enregistrement et le stockage des données, que ces opérations se fassent ou non par voie électronique.

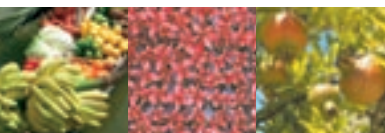
• Rôle et tâches du contrôleur à la protection des données

Le règlement (CE) n° 45/2001 exige la nomination d'au moins un contrôleur à la protection des données au sein des institutions et agences communautaires qui doit garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement.

Le contrôleur à la protection des données tient un registre de toutes les opérations de traitement des données personnelles au sein des institutions ou agences et fournit des informations sur les droits et obligations, propose des services et formule des recommandations. Le contrôleur à la protection des données notifie au contrôleur européen de la protection des données les opérations de traitement susceptibles de présenter des risques particuliers et répond aux demandes dudit contrôleur.

Par décision du président, un contrôleur à la protection des données de l'OCVV a été élu pour un mandat de deux ans renouvelable pour une durée n'excédant pas dix ans.





- **Rapport du contrôleur à la protection des données de l'OCVV pour 2005**

En 2005, le contrôleur à la protection des données de l'Office communautaire des variétés végétales a entrepris les actions suivantes:

- il a rédigé sa description de poste;
- il a informé la direction sur le règlement et le plan d'action;
- il a informé le personnel dans le cadre d'une assemblée générale;
- il a dressé un inventaire des activités de traitement des données avec, en priorité n° 1, le traitement sous réserve de contrôle préalable et d'implication éventuelle du contrôleur européen de la protection des données;
- il a commencé à rédiger des notifications au contrôleur européen de la protection des données concernant les opérations de transformation susceptibles de présenter des risques spécifiques.

Le conseil d'administration de l'OCVV a été informé du règlement et de la nomination d'un contrôleur à la protection des données.

Le contrôleur à la protection des données a également participé à des réunions tenues à Luxembourg et à Strasbourg par le contrôleur européen de la protection des données et les contrôleurs à la protection des données des autres institutions et agences de l'UE.

14. ENQUÊTE SUR LA SATISFACTION DES CLIENTS DE L'OCVV

Afin d'améliorer sans cesse la qualité des services, l'OCVV a chargé l'Institut français d'opinion publique (IFOP), un organisme indépendant spécialisé en sondages d'opinions et en enquêtes de satisfaction, en septembre 2004, d'exécuter une enquête sur la satisfaction des clients. L'enquête avait pour but de tester le niveau de satisfaction des clients en ce qui concerne la qualité des services et des méthodes de communication de l'Office et l'efficacité du système de protection communautaire. Les conclusions de l'enquête, qui ont été présentées en janvier 2005, étaient extrêmement positives dans l'ensemble bien que certains domaines puissent être améliorés.

L'enquête a révélé un **taux de satisfaction globale de 90 %**. Les principales sources de satisfaction globale étaient, par ordre décroissant d'importance: l'efficacité de la protection communautaire, les procédures techniques, les langues officielles de l'Office, les procédures financières et les taxes.

Le taux de satisfaction concernant la **qualité des services de l'OCVV** était de 94 %. Parmi les divers types de service (procédures techniques, procédures financières, langues utilisées et méthodes de communication), les principaux domaines de satisfaction étaient: la facilité d'accès à l'information, le choix de première classe des langues, le bien-fondé des informations et la clarté des procédures. Les améliorations proposées par l'Office aux services en ligne ont reçu un accueil particulièrement favorable.



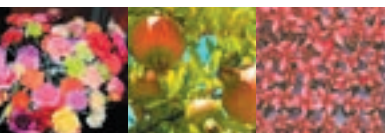
Fleur de Lys



Orchidée Miltonia

Concernant **l'efficacité du système de protection**, le taux global de satisfaction était de 92 % dans le secteur agricole et de 76 % dans les autres domaines. Les deux principales causes d'insatisfaction étaient la couverture géographique de la protection (bien que l'extension de celle-ci ne relève pas des attributions de l'OCVV) et la nature exclusive des droits accordés au titulaire. Plusieurs répondants ont fait remarquer que les obtenteurs seraient favorables au soutien proposé par l'OCVV dans les affaires portées devant les tribunaux nationaux. L'application des droits de protection est vitale et constitue l'un des facteurs soulevés par l'OCVV pour motiver l'organisation d'un séminaire sur ce sujet à Bruxelles en octobre 2005, suivi de deux autres événements similaires en 2006.

Tous les résultats se trouvaient dans la partie positive supérieure. Cette enquête est un outil utile pour l'avenir de l'OCVV. Il a montré que les clients sont satisfaits des services offerts par l'Office et voient celui-ci d'un œil très favorable. Les recommandations en résultant concernaient la simplification des travaux des clients qui essaient de simplifier les choses pour eux-mêmes, l'extension de la couverture géographique de la protection dans la mesure du possible et la mise à disposition d'une gamme plus large de services en ligne. L'IFOP a recommandé à l'OCVV d'améliorer ses programmes de communication et d'éducation du client et d'augmenter le volume d'informations. L'OCVV devrait enfin accorder une attention particulière aux plantes ornementales, étant donné que les clients sont moins satisfaits dans ce domaine que dans d'autres.



15. OFFICES D'EXAMEN CHARGÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PROCÉDER À DES EXAMENS TECHNIQUES POUR LE COMPTE DE L'OCVV



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Abelia</i> R. Br.	FR	GEVES
<i>Abelia x grandiflora</i> (Rovelli ex André) Rehd.	UK	NIAB
<i>Abies</i> Mill.	DE	Bundessortenamt
<i>Abutilon</i> Mill.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Acacia baileyana</i> F.Muell.	FR	GEVES
<i>Acacia cognata</i> Domin.	AU	Australian Plant Breeders' Rights Office
<i>Acacia floribunda</i> (Vent.) Willd.	FR	GEVES
<i>Acacia leprosa</i> Sieber ex DC.	FR	GEVES
<i>Acer campestre</i> L.	HU	OMMI
<i>Acer campestre</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Acer</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Acer palmatum</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Acer shirasawanum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Aconitum carmichaelii</i> Debeaux	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Aconitum carmichaelii</i> Debeaux - <i>Arendsii</i> Grp.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Aconitum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Actinidia</i> Lindl.	IT	Istituto sperimentale per la frutticoltura
<i>Adenanthos</i>	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Adenium obesum</i> (Forssk.) Roem. et Schult.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Adenium</i> Roem. et Schult	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Adonis aestivalis</i> L.	UK	NIAB
<i>Aechmea</i> Ruiz et Pav.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Aeschynanthus</i> Jack	DE	Bundessortenamt
<i>Aeschynanthus evrardii</i> Pellegr.	DE	Bundessortenamt
<i>Aeschynanthus speciosus</i> Hook.	DE	Bundessortenamt
<i>Agapanthus</i> L'Herit	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Agaricus bisporus</i> (Lange) Imbach	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Agastache foeniculum</i> (Pursh) Kuntze	UK	NIAB
<i>Agastache mexicana</i> (H.B.K.) Lint. et Epling	UK	NIAB
<i>Agastache rugosa</i> (Fisch. & C.A. Mey) Kuntze	UK	NIAB

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Ageratina altissima</i> (L.) R. M. King et H. Rob.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ageratum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Ageratum</i> L. <i>houstonianum</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Aglaonema</i> Schott.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Aglaonema costatum</i> N.E.Br.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Agonis flexuosa</i> (Willd.)	DE	Bundessortenamt
<i>Agrostis capillaris</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Agrostis stolonifera</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Agrostis tenuis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ajania pacifica</i> Bremer et Humphries	UK	NIAB
<i>Ajuga reptans</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Albizzia julibrissin</i> Durazz.	FR	GEVES
<i>Allamanda cathartica</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Allamanda</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Allium cepa</i> (Aggregatum Group)	FR	GEVES
<i>Allium cepa</i> (Aggregatum Group)	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Allium cepa</i> (Cepa group)	PL	COBORU
<i>Allium cepa</i> (Cepa group)	FR	GEVES
<i>Allium cepa</i> (Cepa group)	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Allium cepa</i> (Cepa group)	HU	OMMI
<i>Allium cepa</i> (Cepa group)	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Allium cepa</i> (Cepa group)	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Allium cepa</i> (Cepa group)	CZ	UKZUZ
<i>Allium fistulosum</i> L.	FR	GEVES
<i>Allium fistulosum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Allium</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Allium porrum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Allium porrum</i> L.	FR	GEVES
<i>Allium porrum</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Allium porrum</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Allium porrum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Allium porrum</i> L.	SK	UKSUP
<i>Allium sativum</i> L.	FR	GEVES
<i>Allium sativum</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	CZ	UKZUZ
<i>Alloplectus capitatus</i> Hook.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Alocasia wentii</i> Engl. et K. Krause	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Aloe aristata</i> Haw.	DE	Bundessortenamt
<i>Aloe aristata</i> Haw.	NL	Raad voor het kwekersrecht



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Aloe vera</i> (L.) Burm. f.	DE	Bundessortenamt
<i>Aloe vera</i> (L.) Burm. f.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Alstroemeria</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Amaranthus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Amaryllis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Amelanchier</i> Medik.	UK	NIAB
<i>Ananas comosus</i> (L.) Merr.	FR	GEVES
<i>Ananas</i> Mill.	FR	GEVES
<i>Ananas</i> Mill.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Anethum graveolens</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Angelica keiskei</i> koidzumi	FR	GEVES
<i>Angelonia angustifolia</i> Benth.	DE	Bundessortenamt
<i>Angelonia</i> Humb. et Bonpl.	DE	Bundessortenamt
<i>Anigozanthos</i> Labill.	UK	NIAB
<i>Anisodonteia elegans</i> (Cav.) D. M. Bates	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Anisodonteia scabrosa</i> (L.) Bates	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Anisodonthea capensis</i> (L.) D. M. Bates	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Anthemis</i> L.	UK	NIAB
<i>Anthemis tinctoria</i> L.	UK	NIAB
<i>Anthurium scherzerianum</i> Schott.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Anthurium</i> Schott.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Anthurium-Andreanum-Hybrids</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Antirrhinum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Antirrhinum majus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Apium graveolens</i> L. var. dulce (Mill.) Pers	FR	GEVES
<i>Apium graveolens</i> L. var. dulce (Mill.) Pers	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Apium graveolens</i> L. var. rapaceum (Mill.) Gaud	DE	Bundessortenamt
<i>Arctium lappa</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Arctotis breviscapa</i> Thunb.	UK	NIAB
<i>Arctotis</i> L.	UK	NIAB
<i>Ardisia crenata</i> Sims	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ardisia pusilla</i> A. DC.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Argyranthemum frutescens</i> (L.) Schultz Bip.	DE	Bundessortenamt
<i>Artemisia vulgaris</i> L.	UK	NIAB
<i>Asarina</i> Mill.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Asclepias curassavica</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Asclepias</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Asclepias tuberosa</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Asimina triloba</i> (L.) Dunal	DE	Bundessortenamt
<i>Asparagus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Asparagus madagascariensis</i> Bak.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Asparagus officinalis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Asparagus officinalis</i> L.	FR	GEVES
<i>Asparagus officinalis</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Asparagus officinalis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Asplenium nidus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Aster dumosus</i>	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Aster</i> L.	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Aster novi-belgii</i> L.	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Astilbe Arendsii-Hybrids</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Astilbe</i> Buch.-Ham. ex G. Don	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Astilbe chinensis</i> (Maxim.) Franch. et Sav.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Astilbe simplicifolia</i> Makino	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Astragalus boeticus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Astrantia</i> L.	UK	NIAB
<i>Astrantia Major</i> L.	UK	NIAB
<i>Astrantia major</i> ssp. <i>Involucrata</i> Koch.	UK	NIAB
<i>Athyrium niponicum</i> (Mett.) Hance	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Aubrieta</i> Adans.	DE	Bundessortenamt
<i>Avena sativa</i> L.	AT	Bundesamt für Ernährungssicherheit
<i>Avena sativa</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Avena sativa</i> L.	PL	COBORU
<i>Avena sativa</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Avena sativa</i> L.	FR	GEVES
<i>Avena sativa</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Avena sativa</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Avena sativa</i> L.	SE	Statens utsädeskontroll
<i>Avena sativa</i> L.	SK	UKSUP
<i>Avena sativa</i> L.	CZ	UKZUZ
<i>Baccharis halimifolia</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Barleria obtusa</i> Nees	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Beaucarnea</i> Lem.	DE	Bundessortenamt
<i>Beaucarnea recurvata</i> Lem.	DE	Bundessortenamt
<i>Begonia boliviensis</i> A. DC.	DE	Bundessortenamt
<i>Begonia imperialis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Begonia</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Begonia</i> L. rex Putz	DE	Bundessortenamt
<i>Begonia -Semperflorens-Hybrids</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Begonia soli-mutata</i> .	DE	Bundessortenamt
<i>Begonia Tuberhybrida</i> -Grp.	BE	Centrum voor landbouwkundig onderzoek

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Begonia-Elatior-Hybrids</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Begonia-Rex-Hybrids</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Bellis</i> L.	UK	NIAB
<i>Berberis</i> L.	PL	COBORU
<i>Berberis</i> L.	FR	GEVES
<i>Berberis thunbergii</i> DC.	PL	COBORU
<i>Berberis thunbergii</i> DC.	FR	GEVES
<i>Bergenia</i> Moench	UK	NIAB
<i>Bergenia purpurascens</i> (Hook. f. et Thomas) Engl.	UK	NIAB
<i>Beta vulgaris</i> L. ssp. <i>vulgaris</i> var. <i>altissima</i> Döll	SE	Statens utsädeskontroll
<i>Beta vulgaris</i> L. ssp. <i>vulgaris</i> var. <i>crassa</i> (Alef.) Wittm	FR	GEVES
<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>conditiva</i> Alef.	PL	COBORU
<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>conditiva</i> Alef.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Betula pendula</i> Roth	UK	NIAB
<i>Betula pendula</i> Roth	HU	OMMI
<i>Bidens ferulifolia</i> (Jacq.) DC.	DE	Bundessortenamt
B <i>Bidens</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Bidens triplinervia</i> var. <i>macrantha</i> (Wedd.) Sherff	DE	Bundessortenamt
<i>Bistorta amplexicaulis</i> (D.Don) Greene	UK	NIAB
<i>Blechnum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Boronia heterophylla</i> F. Muell.	AU	Australian Plant Breeders' Rights Office
<i>Boronia heterophylla</i> F. Muell.	NZ	New Zealand Plant Variety Rights Office
<i>Bougainvillea</i> Comm.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Bougainvillea glabra</i> Choisy	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Bouvardia</i> Salisb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brachyglottis</i> J. R. et G. Forst.	UK	NIAB
<i>Brachyscome angustifolia</i>	UK	NIAB
<i>Brachyscome</i> Cass.	UK	NIAB
<i>Brachyscome melanocarpa</i> F. Muell. et Sond.	UK	NIAB
<i>Brachyscome multifida</i> DC.	UK	NIAB
<i>Brachyscome segmentosa</i>	UK	NIAB
<i>Bracteantha bracteata</i> Anderb. and Haegi	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brassica carinata</i> A. Braun	DE	Bundessortenamt
<i>Brassica juncea</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	DE	Bundessortenamt
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	PL	COBORU
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	FR	GEVES
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	UK	Plant Variety Rights Office

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	SE	Statens utsädeskontroll
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	SK	UKSUP
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	CZ	UKZUZ
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i>	FR	GEVES
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i>	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i>	HU	OMMI
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i>	HU	OMMI
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch.	DE	Bundessortenamt
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch.	PL	COBORU
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch.	FR	GEVES
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC	PL	COBORU
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC	FR	GEVES
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>sabellica</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>capitata</i> L. f. <i>alba</i> DC.	DE	Bundessortenamt
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>capitata</i> L. f. <i>alba</i> DC.	FR	GEVES
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>capitata</i> L. f. <i>alba</i> DC.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>capitata</i> L. f. <i>alba</i> DC.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>capitata</i> L. f. <i>alba</i> DC.	CZ	UKZUZ
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>capitata</i> L. f. <i>rubra</i> (L.) Thell.	NL	Raad voor het kwekersrecht

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>capitata</i> L. f. <i>rubra</i> (L.) Thell.	SK	UKSUP
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>gongylodes</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>gongylodes</i> L.	CZ	UKZUZ
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>sabauda</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>sabauda</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brassica oleracea</i> L. var. <i>sabauda</i> L.	CZ	UKZUZ
<i>Brassica pekinensis</i> L.	FR	GEVES
<i>Brassica pekinensis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Brighamia insignis</i> Gray	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Briza media</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Bromus valdivianus</i>	FR	GEVES
<i>Brugmansia</i> Pers.	DE	Bundessortenamt
<i>Brunnera macrophylla</i> (Adams) Johnst.	UK	NIAB
<i>Buddleja davidii</i> Franch.	FR	GEVES
<i>Buddleja</i> L.	FR	GEVES
<i>Buxus microphylla</i> Siebold et Zucc.	DE	Bundessortenamt
<i>Buxus sempervirens</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Calathea</i> G. Mey.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Calathea roseopicta</i> (Linden) Regel	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Calathea warscewiczii</i> (Mathieu ex Planch.) Körn.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Calendula officinalis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Calendula suffruticosa</i> Vahl. subsp. <i>maritima</i> (Guss.) Meikle	UK	NIAB
<i>Calibrachoa</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Callisia</i> Loefl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Callistemon</i>	FR	GEVES
<i>Callistemon salignus</i> (Sm.) DC.	FR	GEVES
<i>Callistemon viminalis</i> (Sol. ex Geartn.) G. Don	FR	GEVES
<i>Callistephus chinensis</i> (L.) Nees	DE	Bundessortenamt
<i>Calluna vulgaris</i> (L.) Hull	DE	Bundessortenamt
<i>Calochortus</i> Pursh	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Camellia japonica</i> L.	UK	NIAB
<i>Camellia</i> L.	UK	NIAB
<i>Campanula carpatha</i> Halacsy	UK	NIAB
<i>Campanula carpatica</i> Jacq.	UK	NIAB
<i>Campanula formanekiana</i> Deg. & Dorfl. Bienn.	UK	NIAB
<i>Campanula isophylla</i> Moretti	UK	NIAB
<i>Campanula</i> L.	UK	NIAB
<i>Campanula</i> L. x <i>haylodgensis</i>	UK	NIAB
<i>Campanula lactiflora</i> M. Bieb.	UK	NIAB

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Campanula lasiocarpa</i> Cham.	UK	NIAB
<i>Campanula persicifolia</i> L.	UK	NIAB
<i>Campanula portenschlagiana</i> Schult	UK	NIAB
<i>Campanula poscharskyana</i> Degen	UK	NIAB
<i>Campanula punctata</i> Lam.	UK	NIAB
<i>Campanula punctata</i> var. <i>takesimana</i>	UK	NIAB
<i>Campanula trachelium</i> L.	UK	NIAB
<i>Campanula x haylodgensis</i> hort.	UK	NIAB
<i>Campsis radicans</i> (L.)	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Campsis x tagliabuana</i> (Vis.) Rehder	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Canna indica</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Canna x generalis</i> L.H. Bailey	FR	GEVES
<i>Canna x generalis</i> L.H. Bailey	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cannabis sativa</i> L.	HU	OMMI
<i>Cannabis sativa</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cantharellus cibarius</i> Fr:Fr	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Capparis spinosa</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Capsella bursa-pastoris</i> (L.) Medik.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Capsicum annuum</i> L.	FR	GEVES
<i>Capsicum annuum</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Capsicum annuum</i> L.	HU	OMMI
<i>Capsicum annuum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Capsicum annuum</i> L.	SK	UKSUP
<i>Carex brunnea</i> Thunb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Carex comans</i> Berggr.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Carex siderosticha</i> Hance	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Carpinus betulus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Carum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Caryopteris incana</i>	UK	NIAB
<i>Caryopteris x clandonensis</i> N.W. Simmonds ex Rehder	UK	NIAB
<i>Catharanthus roseus</i> (L.) G. Don	DE	Bundessortenamt
<i>Ceanothus</i> L.	UK	NIAB
<i>Celosia argentea</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Celosia argentea</i> var. <i>cristata</i> (L.) Kuntze	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Celosia</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Centradenia</i> G. Don	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Centranthus ruber</i> (L.) DC	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Centratherum</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ceratostigma willmottianum</i> Stapf	UK	NIAB
<i>Chaenomeles</i> Lindl.	DE	Bundessortenamt



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Chamaecyparis lawsoniana</i> (A.Murr.) Parl.	PL	COBORU
<i>Chamaecyparis thyoides</i> (L.) Britton, Stearn et Poggenb.	DE	Bundessortenamt
<i>Chamaerops</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Chasmanthe floribunda</i> var. <i>duckittii</i> G. Lewis ex L. Bol.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cheiranthus cheiri</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Chenopodium</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Chlorophytum amaniense</i> Engl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Chlorophytum comosum</i> Ker-Gawl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Chlorophytum</i> Ker-Gawl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Chlorophytum laxum</i> R. Br.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Chlorophytum orchidastrum</i> Lindl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Choisya ternata</i> H.B.K.	UK	NIAB
<i>Christia vespertilionis</i> (L. f.) Backh.f.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Chrysanthemum</i>	PL	COBORU
<i>Chrysanthemum</i>	UK	NIAB
<i>Chrysanthemum x Ajania pacifica</i>	UK	NIAB
<i>Cicer arietinum</i> L.	FR	GEVES
<i>Cicer arietinum</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Cichorium endivia</i> L.	FR	GEVES
<i>Cichorium endivia</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Cichorium endivia</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cichorium intybus</i> L. <i>partim</i>	BE	Centrum voor landbouwkundig onderzoek
<i>Cichorium intybus</i> L. <i>partim</i>	FR	GEVES
<i>Cichorium intybus</i> L. <i>partim</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cissus adenopoda</i> Sprague	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cistus x corbariensis</i> Pourr.	UK	NIAB
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum et Nakai	FR	GEVES
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum et Nakai	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum et Nakai	HU	OMMI
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum et Nakai	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Citrus</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Clematis</i> L.	PL	COBORU
<i>Clematis</i> L.	UK	NIAB
<i>Clematis montana</i>	PL	COBORU
<i>Clematis montana</i>	UK	NIAB
<i>Clematis viticella</i>	PL	COBORU
<i>Clematis viticella</i>	UK	NIAB
<i>Clematis x cartmanii</i>	PL	COBORU
<i>Clematis x cartmanii</i>	UK	NIAB

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Clerodendrum bungei</i> Steud.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Clerodendrum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Clivia</i> Lindl.	DE	Bundessortenamt
<i>Clusia rosea</i> Jacq.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cnidioscolus</i> Pohl	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Codiaeum variegatum</i> (L.) Bl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Columnnea</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Convolvulus cneorum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Convolvulus sabatius</i> Viv.	DE	Bundessortenamt
<i>Coprosma</i> J.R. et G. Forst.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Cordyline</i> Comm. ex Juss	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cordyline fruticosa</i> (L.) A. Chev.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Coreopsis grandiflora</i> T. Hogg ex Sweet	UK	NIAB
<i>Coreopsis rosea</i>	UK	NIAB
<i>Coreopsis verticillata</i> L.	UK	NIAB
<i>Coriandrum sativum</i> L.	HU	OMMI
<i>Cornus alternifolia</i> L.	HU	OMMI
<i>Cornus kousa</i> Hance	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cornus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Cornus mas</i> L.	UK	NIAB
<i>Cornus mas</i> L.	HU	OMMI
<i>Cortaderia selloana</i> (Schult. et Schult.f.) Asch. et Graebn.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Corydalis flexuosa</i> Franch.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Corylus avellana</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Corylus avellana</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Corylus avellana</i> L.	HU	OMMI
<i>Corynocarpus</i> J.R. et G. Forst.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cosmos atrosanguineus</i> (Hook.) Voss	UK	NIAB
<i>Cosmos</i> L.	UK	NIAB
<i>Costus curvibracteatus</i> Maas	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Costus pulverulentus</i> C. Presl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cotinus coggygria</i> Scop.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cotinus</i> Mill.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cotoneaster dammeri</i> D.K. Schneid.	PL	COBORU
<i>Crambe abyssinica</i> Hochst ex. R.E. Fr.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Crassula arborescens</i> (Mill.) Willd.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Crassula</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Crocasmia</i> Planch.	UK	NIAB
<i>Crossandra infundibuliformis</i> (L.) Nees	DE	Bundessortenamt
<i>Cryptocoryne wendtii</i> de Wit	NL	Raad voor het kwekersrecht



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Ctenanthe oppenheimiana</i> (E. Morr.) K. Schum	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cucumis melo</i> L.	FR	GEVES
<i>Cucumis melo</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Cucumis melo</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cucumis melo</i> L.	SK	UKSUP
<i>Cucumis sativus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Cucumis sativus</i> L.	PL	COBORU
<i>Cucumis sativus</i> L.	FR	GEVES
<i>Cucumis sativus</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Cucumis sativus</i> L.	HU	OMMI
<i>Cucumis sativus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cucumis sativus</i> L.	SK	UKSUP
<i>Cucurbita pepo</i> L.	FR	GEVES
<i>Cucurbita pepo</i> L.	HU	OMMI
<i>Cucurbita pepo</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cuphea hyssopifolia</i> Humb., Bonpl. et Kunth	DE	Bundessortenamt
<i>Cuphea ignea</i> A.DC.	DE	Bundessortenamt
<i>Cuphea</i> P. Browne	DE	Bundessortenamt
<i>Cupressocyparis leylandii</i> (Jacq. et Dallim.) Dallim.	UK	NIAB
<i>Cupressocyparis leylandii</i> (Jacq. et Dallim.) Dallim.	HU	OMMI
<i>Cupressus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Curcuma alismatifolia</i> Gagnep.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Curcuma</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cyclamen</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cyclamen persicum</i> Mill.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cyclamen persicum</i> Mill. x <i>C. purpurascens</i> Mill.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cydonia oblonga</i> Mill.	DE	Bundessortenamt
<i>Cymbidium</i> Sw.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cynara scolymus</i> L.	FR	GEVES
<i>Cynara scolymus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cyperus alternifolius</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cyperus diffusus</i> Vahl	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cyperus papyrus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cypripedium</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cyrtanthus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Cytisus scoparius</i> (L.) Link	UK	NIAB
<i>Daboecia cantabrica</i> (Huds.) K. Koch	DE	Bundessortenamt
<i>Dactylis glomerata</i> L.	FR	GEVES
<i>Dactylis glomerata</i> L.	HU	OMMI
<i>Dactylis glomerata</i> L.	SK	UKSUP

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Dahlia</i> Cav.	UK	NIAB
<i>Dalechampia</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Daphne</i> L.	UK	NIAB
<i>Daphne odora</i> Thunb. ex Murray	UK	NIAB
<i>Daphne x burkwoodii</i> Turill	UK	NIAB
<i>Daucus carota</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Daucus carota</i> L.	PL	COBORU
<i>Daucus carota</i> L.	FR	GEVES
<i>Daucus carota</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Daucus carota</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Daucus carota</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Delphinium consolida</i>	UK	NIAB
<i>Delphinium elatum</i> L.	UK	NIAB
<i>Delphinium</i> L.	UK	NIAB
<i>Dendrobium</i> Sw.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dianella caerulea</i> Sims	UK	NIAB
D <i>Dianella ensifolia</i> (L.) DC.	UK	NIAB
<i>Dianella revoluta</i> R. Br.	UK	NIAB
<i>Dianella tasmanica</i> Hook.	UK	NIAB
<i>Dianthus caryophyllus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dianthus gratianopolitanus</i> Vill.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dianthus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dianthus x allwoodii</i> hort.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Diascia barberae</i> Hook.	UK	NIAB
<i>Diascia</i> Link et Otto	UK	NIAB
<i>Dicentra</i> Borkh. ex Bernh.	UK	NIAB
<i>Dicentra spectabilis</i> (L.) Lem.	UK	NIAB
<i>Dieffenbachia</i> Schott.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Digitalis</i> L.	UK	NIAB
<i>Digitalis purpurea</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Dionaea muscipula</i> Ellis	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Diploxys tenuifolia</i> (L.) DC.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dischidia ruscifolia</i> Warb ex K.Schum. & Lauterb.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Distichlis spicata</i> var. yensen 4A	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Dodecatheon</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dorycnium hirsutum</i> (L.) Ser.	UK	NIAB
<i>Doryopteris pedata</i> (L.) Fee	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dracaena deremensis</i> Engl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dracaena fragrans</i> (L.) Ker-Gawl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dracaena marginata</i> Lam.	NL	Raad voor het kwekersrecht



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Dracaena reflexa</i> Lam.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Dracaena</i> Vand. ex L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Echinacea</i> Moench	UK	NIAB
<i>Echinacea purpurea</i> (L.)	UK	NIAB
<i>Echinodorus cordifolius</i> (L.) Griseb.	DE	Bundessortenamt
<i>Echinodorus</i> L.C. Rich. ex Engelm.	DE	Bundessortenamt
<i>Echinops ruthenicus</i> M. Bieb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Elaeagnus</i> L.	FR	GEVES
<i>Elytrigia elongata</i> (Host) Nevski	HU	OMMI
<i>Epimedium grandiflorum</i> C. Morren	UK	NIAB
<i>Epimedium</i> L.	UK	NIAB
<i>Epipremnum pinnatum</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Epipremnum</i> Schott	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Episcia cupreata</i> (Hook) Hanst.	DE	Bundessortenamt
<i>Eragrostis tef</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Eremurus</i> M. Bieb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Erica gracilis</i> J. C. Wendl.	DE	Bundessortenamt
<i>Erica</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Erica x darleyensis</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Eriocaulon</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Eruca sativa</i> Mill.	FR	GEVES
<i>Eryngium</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Eryngium planum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Erysimum hieracifolium</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Erysimum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Erysimum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Erysimum linifolium</i> (Pers.) J. Gay	DE	Bundessortenamt
<i>Eucomis</i> L'Hér.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Euonymus fortunei</i> (Turcz.) Hand.-Mazz.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Euonymus japonicus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Euphorbia amygdaloides</i> L.	UK	NIAB
<i>Euphorbia characias</i> L.	UK	NIAB
<i>Euphorbia erytrea</i> (A. Berger) N. E. Br.	DE	Bundessortenamt
<i>Euphorbia fulgens</i> Karw. ex Klotsch	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Euphorbia hypericifolia</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Euphorbia</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Euphorbia</i> L.	UK	NIAB
<i>Euphorbia lactea</i> hort.	DE	Bundessortenamt
<i>Euphorbia lophogona</i> Lam.	DE	Bundessortenamt
<i>Euphorbia milii</i> Des Moul.	DE	Bundessortenamt

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Euphorbia pulcherrima</i> Willd. ex Klotzsch.	PL	COBORU
<i>Euphorbia pulcherrima</i> Willd. ex Klotzsch.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Euphorbia x martinii</i>	UK	NIAB
<i>Euryops athenasiae</i> Less.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Eustoma grandiflora</i> (Ref.) Shinnars	DE	Bundessortenamt
<i>Evolvulus glomeratus</i> Nees et Mart	DE	Bundessortenamt
<i>Exacum affine</i> Balf.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Exacum</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Exacum zeylanicum</i> var. <i>macranthum</i> (Arn.) C. B. Clarke.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Fagopyrum esculentum</i> Moench	PL	COBORU
<i>Fagopyrum esculentum</i> Moench	FR	GEVES
<i>Fallopia baldschuanica</i> (Regel) Holub	UK	NIAB
<i>Fargesia murielae</i> (Gamble) T.P. Yi	DE	Bundessortenamt
<i>Fargesia murielae</i> (Gamble) T.P. Yi	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Felicia amelloides</i> (L.) Voss	UK	NIAB
<i>Felicia</i> Cass.	UK	NIAB
<i>Festuca arundinacea</i> Schreb.	FR	GEVES
<i>Festuca ovina</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Festuca ovina</i> L.	HU	OMMI
<i>Festuca ovina</i> L.	SK	UKSUP
<i>Festuca rubra</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Festuca rubra</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Festuca rubra</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Festuca rubra</i> L.	SK	UKSUP
<i>Ficus benjamina</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus binnendijkii</i> Miq.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus elastica</i> Roxb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus lyrata</i> Warb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus microcarpa</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus pumila</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus religiosa</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus sagittata</i> Vahl	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus spec.</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus stricta</i> Miq.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus triangularis</i> Warb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ficus umbellata</i> Vahl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Fittonia verschaffeltii</i> (Lem.) Van Houtte	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Foeniculum vulgare</i> P. Mill.	DE	Bundessortenamt
<i>Foeniculum vulgare</i> P. Mill.	FR	GEVES



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Forsythia</i> Vahl	FR	GEVES
<i>Forsythia x intermedia</i> Zabel	FR	GEVES
<i>Fragaria x ananassa</i> Duch.	DE	Bundessortenamt
<i>Fragaria x ananassa</i> Duch.	PL	COBORU
<i>Fragaria x ananassa</i> Duch.	FR	GEVES
<i>Fragaria x ananassa</i> Duch.	PT	Istituto de proteccao da producao agro-alimentar
<i>Fragaria x ananassa</i> Duch.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Fragaria x Potentilla</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Fragaria x Potentilla</i>	FR	GEVES
<i>Freesia</i> Eckl. ex. Klatt	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Fritillaria</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Fuchsia</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Gaillardia aristata</i> Pursh	UK	NIAB
<i>Gaillardia aristata</i> Pursh	HU	OMMI
<i>Gaillardia</i> Foug.	UK	NIAB
<i>Gaillardia</i> Foug.	HU	OMMI
<i>Gaillardia pulchella</i> Foug.	UK	NIAB
<i>Gaillardia pulchella</i> Foug.	HU	OMMI
<i>Gaillardia x grandiflora</i> Van Houtte	UK	NIAB
<i>Gaillardia x grandiflora</i> Van Houtte	HU	OMMI
<i>Galega officinalis</i> L.	UK	NIAB
<i>Gardenia jasminoides</i> Ellis	DE	Bundessortenamt
<i>Gaultheria</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Gaura lindheimeri</i> Engelm. et A.Gray	UK	NIAB
<i>Gazania</i> Gaertn.	DE	Bundessortenamt
<i>Gazania rigens</i> (L.) Gaertn.	DE	Bundessortenamt
<i>Gazania rigens</i> (L.) Gaertn.	UK	NIAB
<i>Gentiana asclepiadea</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Gentiana</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Gentiana makinoi</i> Kuzen.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Gentiana scabra</i> Bunge.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Gentiana triflora</i> Pall.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Geranium cinereum</i> Cav.	UK	NIAB
<i>Geranium</i> L.	UK	NIAB
<i>Geranium</i> L. Phaeum	UK	NIAB
<i>Geranium wallichianum</i> D. Don ex Sweet.	UK	NIAB
<i>Geranium x oxonianum</i>	UK	NIAB
<i>Gerbera</i> L.	PL	COBORU
<i>Gerbera</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Geum</i> L. rivale	UK	NIAB

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Ginkgo biloba</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Ginkgo biloba</i> L.	PL	COBORU
<i>Gladiolus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Globba winitii</i> C.H.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Globularia</i> L.	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Gloxinia</i> L'Hérit.	DE	Bundessortenamt
<i>Glycine max</i> (L.) Merrill	FR	GEVES
<i>Glycine max</i> (L.) Merrill	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Glycine max</i> (L.) Merrill	HU	OMMI
<i>Gomphrena globosa</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Gossypium hirsutum</i> L.	GR	Ministry of Rural Development and Food
<i>Gossypium hirsutum</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Gossypium</i> L.	GR	Ministry of Rural Development and Food
<i>Gossypium</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Graptophyllum</i> Nees	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Grevillea robusta</i> A. Cunn. ex R. Br.	UK	NIAB
<i>Grevillea robusta</i> A. Cunn. ex R. Br.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Guzmania</i> Ruiz et Pav.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Gynostemma pentaphyllum</i> (Thunb. ex Murray) Makino	DE	Bundessortenamt
<i>Gypsophila</i> L.	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Gypsophila paniculata</i> L.	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Hardenbergia violacea</i> (Schneev.) Stearn	DE	Bundessortenamt
<i>Hebe</i> Comm ex. Juss.	UK	NIAB
<i>Hedera helix</i> L.	UK	NIAB
<i>Hedera helix</i> L.	HU	OMMI
<i>Hedera hibernica</i> (Kirchn.) Bean	UK	NIAB
<i>Hedera hibernica</i> (Kirchn.) Bean	HU	OMMI
<i>Hedera</i> L.	UK	NIAB
<i>Hedera</i> L.	HU	OMMI
<i>Helenium autumnale</i> L.	UK	NIAB
<i>Helenium</i> L.	UK	NIAB
<i>Helianthus annuus</i> L.	FR	GEVES
<i>Helianthus annuus</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Helianthus annuus</i> L.	HU	OMMI
<i>Helianthus salicifolius</i> A. Dietr.	UK	NIAB
<i>Helianthus tuberosus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Helichrysum apiculatum</i> (Labill.) DC.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Helichrysum</i> Mill. corr. Pers.	DE	Bundessortenamt
<i>Helichrysum petiolare</i> Hilliard et B.L. Burt	DE	Bundessortenamt
<i>Heliopsis helianthoides</i> (L.) Sweet	UK	NIAB



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Heliotropium arborescens</i> L.	UK	NIAB
<i>Heliotropium</i> L.	UK	NIAB
<i>Helipterum</i> DC.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Helleborus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Helleborus niger</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Helleborus orientalis</i> Lam.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Hemerocallis</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Hemigraphis repanda</i> (L.) Hallier f.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Heuchera</i> L.	UK	NIAB
<i>Heucherella</i> Wehrh.	UK	NIAB
<i>Hibiscus acetosella</i> Welw. Ex Hiern	UK	NIAB
<i>Hibiscus</i> L.	UK	NIAB
<i>Hibiscus rosa-sinensis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Hibiscus schizopetalus</i> (Mast.) Hook. f.	DE	Bundessortenamt
<i>Hibiscus schizopetalus</i> (Mast.) Hook. f.	UK	NIAB
<i>Hibiscus syriacus</i> L.	UK	NIAB
<i>Hippeastrum</i> Herb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Holarrhena pubescens</i> Wall. ex G.Don	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Homalocladium platycladum</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Homalonema</i> Schott	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	AT	Bundesamt für Ernährungssicherheit
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	DE	Bundessortenamt
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	BE	Centre de recherche agronomique
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	PL	COBORU
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	FR	GEVES
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	HU	OMMI
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	CZ	UKZUZ
<i>Hosta sieboldiana</i> (Hook.) Engl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Hosta</i> Tratt.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Humulus lupulus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Hyacinthus orientalis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Hydrangea arborescens</i> L.	FR	GEVES
<i>Hydrangea aspera</i> D. Don.	FR	GEVES
<i>Hydrangea</i> L.	FR	GEVES
<i>Hydrangea macrophylla</i> (Thunb. ex Murr.)	FR	GEVES
<i>Hydrangea paniculata</i> Siebold	FR	GEVES

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Hydrangea serrata</i> (Thunb.) Ser.	FR	GEVES
<i>Hydrocotyle</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Hypericum androsaemum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Hypericum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Hypericum x inodorum</i> Willd.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Iberis sempervirens</i> L.	UK	NIAB
<i>Ilex crenata</i> Thunb.	UK	NIAB
<i>Ilex dimorphophylla</i> Koidz.	UK	NIAB
<i>Ilex</i> L.	UK	NIAB
<i>Ilex verticillata</i> (L.) A. Gray	UK	NIAB
<i>Ilex x meserveae</i> S.-Y. Hu	UK	NIAB
<i>Illicium floridanum</i> Ellis	UK	NIAB
<i>Impatiens</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Impatiens walleriana</i> Hook.	DE	Bundessortenamt
<i>Impatiens walleriana</i> Hook.	FR	GEVES
<i>Impatiens</i> -New Guinea Group x <i>Impatiens auricoma</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Impatiens</i> -New-Guinea-Hybrids	DE	Bundessortenamt
<i>Indigofera himalayensis</i> Ali	UK	NIAB
<i>Ionopsis x Oncidium</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ipomoea batatas</i> (L.) Lam.	UK	NIAB
<i>Iris</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Iris x hollandica</i> hort.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Iris xiphium</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Itea virginica</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ixodia archilleoides</i>	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Ixora</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Jasminum officinale</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Jasminum polyanthum</i> Franch.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Juglans nigra</i> L.	FR	GEVES
<i>Juglans nigra</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Juglans regia</i> L.	FR	GEVES
<i>Juncus effusus</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Juncus inflexus</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Juncus</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Juniperus</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Juniperus</i> L.	HU	OMMI
<i>Justicia candicans</i> (Nees) L. Benson	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Justicia nodosa</i> Hook.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Justicia pictifolia</i> Standl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Kalanchoë</i> Adans.	DE	Bundessortenamt



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Kalanchoë blossfeldiana</i> v. Poelln	DE	Bundessortenamt
<i>Kalanchoë</i> interspec. hybrids with at least one parent of group 13A	DE	Bundessortenamt
K <i>Kalanchoë manginii</i> Hamet et Perr. de la Bâthie	DE	Bundessortenamt
<i>Kalanchoë marmorata</i> Baker	DE	Bundessortenamt
<i>Kalanchoë thyrsiflora</i> Harv.	DE	Bundessortenamt
<i>Kniphofia uvaria</i> (L.) Oken	UK	NIAB
<i>Koeleria</i> Pers.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Koelreuteria paniculata</i> Laxm.	HU	OMMI
<i>Kohleria</i> Regel	DE	Bundessortenamt
<i>Lachenalia</i> Jacq.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lactuca sativa</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Lactuca sativa</i> L.	FR	GEVES
<i>Lactuca sativa</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Lactuca sativa</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lagerstroemia</i>	FR	GEVES
<i>Lamium</i> L.	UK	NIAB
<i>Lantana camara</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Lantana</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Laurus</i> L.	UK	NIAB
<i>Laurus Nobilis</i> L.	UK	NIAB
<i>Lavandula angustifolia</i> Mill.	FR	GEVES
<i>Lavandula dentata</i> L.	FR	GEVES
<i>Lavandula</i> L.	FR	GEVES
<i>Lavandula stoechas</i> L.	FR	GEVES
<i>Lavandula stoechas</i> L.	NZ	New Zealand Plant Variety Rights Office
<i>Lavatera</i> L.	UK	NIAB
<i>Lavatera thuringiaca</i> L.	UK	NIAB
<i>Leea</i> D. Royen ex L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lepidium ruderales</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Leptospermum</i> J.R. et G. Forst.	AU	Australian Plant Breeders' Rights Office
<i>Leptospermum</i> J.R. et G. Forst.	DE	Bundessortenamt
L <i>Leptospermum</i> J.R. et G. Forst.	NZ	New Zealand Plant Variety Rights Office
<i>Leptospermum scoparium</i> J.R. Forst. et G. Forst.	DE	Bundessortenamt
<i>Leucadendron</i> R. Br.	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Leucanthemum maximum</i> (Ramond) DC.	UK	NIAB
<i>Leucanthemum</i> Mill.	UK	NIAB
<i>Leucanthemum x superbum</i> (J.W.Ingram) Bergmans ex Kent	UK	NIAB
<i>Leucospermum</i> R.Br.	AU	Australian Plant Breeders' Rights Office
<i>Leucothoë axillaris</i> (Lam.) D. Don	NL	Raad voor het kwekersrecht

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Leycesteria</i> Wall.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Libertia</i> Spreng.	UK	NIAB
<i>Ligularia</i> Cass.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ligustrum japonicum</i> Thunb.	DE	Bundessortenamt
<i>Lilium</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Limonium gmelinii</i> (Willd.) Kuntze	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Limonium</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Limonium</i> Mill. Stalice L.p.p.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Limonium sinense</i> (Girard) O.Kuntze	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Limonium sinuatum</i> (L.) Mill.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Linaria</i> Mill.	UK	NIAB
<i>Linum usitatissimum</i> L.	BE	Centrum voor landbouwkundig onderzoek
<i>Linum usitatissimum</i> L.	FR	GEVES
<i>Linum usitatissimum</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Linum usitatissimum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Liquidambar styraciflua</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Liriope spicata</i> (Thunb.) Lour.	UK	NIAB
<i>Lithodora diffusa</i> (Lag.) Johnst	UK	NIAB
<i>Lobelia erinus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Lobelia</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Lobelia</i> L.	UK	NIAB
<i>Lobelia richardii</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Lobelia siphilitica</i> L.	UK	NIAB
<i>Lobelia x gerardii</i>	UK	NIAB
<i>Lolium multiflorum</i> Lam.	DE	Bundessortenamt
<i>Lolium multiflorum</i> Lam.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Lolium multiflorum</i> Lam.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lolium multiflorum</i> Lam. var. <i>westerwoldicum</i> Wittm.	DE	Bundessortenamt
<i>Lolium perenne</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Lolium perenne</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Lolium perenne</i> L.	HU	OMMI
<i>Lolium perenne</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Lolium perenne</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lolium x boucheanum</i> Kunth	DE	Bundessortenamt
<i>Lolium x boucheanum</i> Kunth	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Lolium x boucheanum</i> Kunth	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Lolium x boucheanum</i> Kunth	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lomandra</i> Labill.	UK	NIAB
<i>Lomandra longifolia</i> Labill.	AU	Australian Plant Breeders' Rights Office
<i>Lonicera brownii</i>	UK	NIAB



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Lonicera caerulea</i> L. var. <i>kamtschatica</i> Sevest.	DE	Bundessortenamt
<i>Lonicera japonica</i> Thunb.	UK	NIAB
<i>Lonicera</i> L.	UK	NIAB
<i>Lonicera nitida</i> E.H. Wilson	UK	NIAB
<i>Lonicera periclymenum</i> L.	UK	NIAB
<i>Ludisia discolor</i> (Ker Gawl.) A. Rich.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lupinus albus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Lupinus albus</i> L.	PL	COBORU
<i>Lupinus angustifolius</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Lupinus angustifolius</i> L.	PL	COBORU
<i>Lupinus</i> L. <i>hybrid</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lupinus luteus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Lupinus luteus</i> L.	PL	COBORU
<i>Lychnis flos-cuculi</i> L.	UK	NIAB
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karst. ex. Farw.	PL	COBORU
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karst. ex. Farw.	FR	GEVES
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karst. ex. Farw.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karst. ex. Farw.	HU	OMMI
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karst. ex. Farw.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karst. ex. Farw.	SK	UKSUP
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karst. ex. Farw. x <i>Lycopersicon hirsutum</i> L.	FR	GEVES
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karst. ex. Farw. x <i>Lycopersicon hirsutum</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karst. ex. Farw. x <i>Lycopersicon hirsutum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lysimachia clethroides</i> Duby	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lysimachia fortunei</i> Maxim.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lysimachia fortunei</i> Maxim. x <i>L. clethroides</i> Duby	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lysimachia</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Lysimachia punctata</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Magnolia grandiflora</i> L.	FR	GEVES
<i>Magnolia</i> L.	NZ	New Zealand Plant Variety Rights Office
<i>Magnolia x soulangiana</i> Soul.-Bod.	NZ	New Zealand Plant Variety Rights Office
<i>Magnolia x soulangiana</i> Soul.-Bod.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Mahonia aquifolium</i> (Pursh) Nutt.	HU	OMMI
<i>Mahonia aquifolium</i> (Pursh) Nutt.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Mahonia</i> Nutt.	HU	OMMI
<i>Mahonia</i> Nutt.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Malpighia</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Malus</i> Mill.	DE	Bundessortenamt

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Malus Mill.</i>	FR	GEVES
<i>Malus Mill.</i>	UK	NIAB
<i>Malus Mill.</i>	LV	State Plant Protection Service
<i>Malus Mill.</i>	CZ	UKZUZ
<i>Malus sieboldii</i> (Regel) Rehd.	UK	NIAB
<i>Malva sylvestris</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Mandevilla</i> Lindl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Mandevilla sanderi</i> (Hemsl.) Woodson	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Mandevilla x amabilis</i> hort. Buckland	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Matthiola</i> R. Br. corr. Spreng	DE	Bundessortenamt
<i>Mecardonia</i> Ruiz et Pav.	UK	NIAB
<i>Medicago sativa</i> L.	FR	GEVES
<i>Medicago sativa</i> L.	HU	OMMI
<i>Medinilla magnifica</i> Lindl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Melittis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Microsorium</i> Link	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Microsorium musifolium</i> (Blume) Ching	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Microsorium pteropus</i> (Bl.) Ching	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Microsorium punctatum</i> (L.) Copel.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Microsorium scolopendrium</i> (Burm.f.) Copel	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Miscanthus</i> Andersson	DE	Bundessortenamt
<i>Miscanthus sinensis</i> (Thunb.) Andersson	DE	Bundessortenamt
<i>Monarda didyma</i> L.	UK	NIAB
<i>Monarda</i> L.	UK	NIAB
<i>Monopsis</i> L.	UK	NIAB
<i>Monopsis lutea</i> Urb.	UK	NIAB
<i>Monopsis unidentata</i> (Ait.f.) F.E. Kimmer	UK	NIAB
<i>Morus alba</i> L.	HU	OMMI
<i>Musa acuminata</i> Colla	FR	GEVES
<i>Muscari macrocarpum</i> Sweet	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Myosotis alpestris</i>	UK	NIAB
<i>Myosotis</i> L.	UK	NIAB
<i>Myosotis palustris</i> (L.) Nath.	UK	NIAB
<i>Myrtus communis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Narcissus bulbocodium</i> L.	UK	NIAB
<i>Narcissus</i> L.	UK	NIAB
<i>Nemesia caerulea</i>	UK	NIAB
<i>Nemesia denticulata</i>	UK	NIAB
<i>Nemesia foetens</i> Vent.	UK	NIAB
<i>Nemesia frutescens</i> G. Don	UK	NIAB



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Nemesia fruticosa</i>	UK	NIAB
<i>Nemesia</i> Vent.	UK	NIAB
<i>Neoregelia</i> L.B. Sm.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Neotyphodium</i> (Acremonium)	NZ	New Zealand Plant Variety Rights Office
<i>Nepenthes</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Nepeta subsessilis</i> Maxim.	DE	Bundessortenamt
<i>Nephrolepis cordifolia</i> (L.) C. Presl	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Nephrolepis exaltata</i> (L.) Schott	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Nephrolepis</i> Schott	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Nerium oleander</i> L.	FR	GEVES
<i>Nicotiana</i> L.	FR	GEVES
<i>Nicotiana tabacum</i> L.	FR	GEVES
<i>Nicotiana tabacum</i> L.	HU	OMMI
<i>Nierembergia</i> Ruiz et Pav.	UK	NIAB
<i>Nigella</i> L.	UK	NIAB
<i>Nolana</i> L.	UK	NIAB
<i>Nymphaea capensis</i> Thunb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ocimum basilicum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Oenothera fruticosa</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Oenothera</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Olea europaea</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Ophiopogon japonicus</i> (L.f.) Ker-Gawl.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Origanum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Origanum vulgare</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Ornithogalum dubium</i> Hoult.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ornithogalum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ornithogalum thyrsoides</i> Jacq.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Oryza sativa</i> L.	IT	ENSE
<i>Oryza sativa</i> L.	FR	GEVES
<i>Oryza sativa</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Osteospermum ecklonis</i> (DC.) Norl.	DE	Bundessortenamt
<i>Otacanthus azureus</i> (Linden) Ronse	DE	Bundessortenamt
<i>Otacanthus caeruleus</i> Lindl.	DE	Bundessortenamt
<i>Oxalis bowiei</i> Lindl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Oxalis dispar</i> N. E. Br.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Oxalis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Oxalis regnellii</i> Miq.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Oxypetalum</i> R.Br	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Paeonia</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Panicum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Papaver</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Papaver orientale</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Papaver rhoeas</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Papaver somniferum</i> L.	HU	OMMI
<i>Parthenocissus</i> Planch.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Passiflora caerulea</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Passiflora violacea</i> Vell.	DE	Bundessortenamt
<i>Pastinaca sativa</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Paulownia fortunei</i> (Seem.) Hemsl.	IT	Istituto sperimentale per la frutticoltura
<i>Paulownia</i> Sieb. et Zucc.	AU	Australian Plant Breeders' Rights Office
P <i>Pelargonium crispum</i> (L.) L'Her. ex Aiton	DE	Bundessortenamt
<i>Pelargonium grandiflorum</i> Willd.	DE	Bundessortenamt
<i>Pelargonium</i> L'Her. ex Aiton	DE	Bundessortenamt
<i>Pelargonium peltatum</i> (L.) L'Her. ex Aiton	DE	Bundessortenamt
<i>Pelargonium peltatum</i> x <i>pelargonium</i> zonale hybrids	DE	Bundessortenamt
<i>Pelargonium</i> x <i>graveolens</i> auct. non L'Hér. ex Aiton	DE	Bundessortenamt
<i>Pelargonium zonale</i> (L.) L'Her. ex Aiton	DE	Bundessortenamt
<i>Pelargonium zonale</i> (L.) L'Her. ex Aiton x <i>Pelargonium tongaense</i> Vorster.	DE	Bundessortenamt
<i>Pennisetum orientale</i> L. C. Rich	UK	NIAB
<i>Penstemon hartwegii</i> Benth.	UK	NIAB
<i>Penstemon heterophyllus</i> Lindl.	UK	NIAB
<i>Penstemon</i> Schmidel	UK	NIAB
<i>Pentas</i> Benth.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pentas lanceolata</i> (Forssk.) Deflers.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Peperomia caperata</i> Yunc.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Peperomia</i> Ruiz et Pav.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pereskia saccharosa</i> Griseb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pericallis</i> x <i>hybrida</i> B. Nord.	DE	Bundessortenamt
<i>Perovskia</i> Karel.	UK	NIAB
<i>Persea americana</i> Mill.	IL	Israel Plant Breeders' Rights Testing Unit
<i>Persicaria</i> (L.) Mill.	UK	NIAB
<i>Persicaria microcephala</i> (D.Don) Sasaki	UK	NIAB
<i>Petasites</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A.W. Hill	DE	Bundessortenamt
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A.W. Hill	PL	COBORU
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A.W. Hill	FR	GEVES
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A.W. Hill	SK	UKSUP
<i>Petunia</i> Juss.	DE	Bundessortenamt



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Petunia</i> Juss.	FR	GEVES
<i>Petunia x Calibrachoa</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Phalaenopsis</i> Bl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Phalaris arundinacea</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	PL	COBORU
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	FR	GEVES
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	HU	OMMI
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	SK	UKSUP
<i>Philodendron</i> (Schott) corr. Schott.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Philodendron bipinnatifidum</i> Schott ex Endl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Philodendron domesticum</i> Bunting	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Philodendron scandens</i> K. Koch et Sello	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Phleum pratense</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Phleum pratense</i> L.	SK	UKSUP
<i>Phlox drummondii</i> Hook.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Phlox</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Phlox-Paniculata-Hybrids</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Phormium tenax</i> J.R.Forst. et G.Forst.	UK	NIAB
<i>Photina x fraseri</i> Dress.	UK	NIAB
<i>Photinia</i> Lindl.	UK	NIAB
<i>Photinia glabra</i> (Thunb.)	UK	NIAB
<i>Photinia serratifolia</i>	UK	NIAB
<i>Phygелиus aequalis</i> Harv. ex Hiern	UK	NIAB
<i>Phygелиus</i> E. Mey. ex Benth.	UK	NIAB
<i>Physalis alkekengi</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Physocarpus</i> L.	UK	NIAB
<i>Physocarpus opulifolius</i> (L.) maxim	UK	NIAB
<i>Picea abies</i> (L.) Karst	DE	Bundessortenamt
<i>Picea glauca</i> (Moench) Voss	DE	Bundessortenamt
<i>Pieris japonica</i> (Thunb.) D. Don ex G. Don	DE	Bundessortenamt
<i>Pinus halepensis</i> Mill.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pinus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pinus nigra</i> Arnold	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pisum sativum</i> L. sensu lato	DE	Bundessortenamt
<i>Pisum sativum</i> L. sensu lato	PL	COBORU

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Pisum sativum</i> L. <i>sensu lato</i>	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Pisum sativum</i> L. <i>sensu lato</i>	FR	GEVES
<i>Pisum sativum</i> L. <i>sensu lato</i>	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Pisum sativum</i> L. <i>sensu lato</i>	HU	OMMI
<i>Pisum sativum</i> L. <i>sensu lato</i>	EE	Plant Production Inspectorate
<i>Pisum sativum</i> L. <i>sensu lato</i>	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Pisum sativum</i> L. <i>sensu lato</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pisum sativum</i> L. <i>sensu lato</i>	SK	UKSUP
<i>Pisum sativum</i> L. <i>sensu lato</i>	CZ	UKZUZ
<i>Pitcairnia hitchcockiana</i> L. B. Sm.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pittosporum tenuifolium</i> Soland. ex Gaertn.	UK	NIAB
<i>Platanus x acerifolia</i> (Aiton) Willd.	DE	Bundessortenamt
<i>Platanus x hispanica</i> Münchh.	DE	Bundessortenamt
<i>Platycodon grandiflorus</i> (Jacq.) A. DC.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Plectranthus hilliardiae</i> Codd.	DE	Bundessortenamt
<i>Plectranthus</i> L'Hérit.	DE	Bundessortenamt
<i>Plectranthus oertendahlii</i> Th.	DE	Bundessortenamt
<i>Plectranthus ornatus</i> Codd.	DE	Bundessortenamt
<i>Plectranthus parviflorus</i> Willd.	DE	Bundessortenamt
<i>Plectranthus saccatus</i> Benth.	DE	Bundessortenamt
<i>Pleioblastus variegatus</i> (Sieb. Ex. Miq.) Mak.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pleurotus eryngii</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pleurotus ostreatus</i> (Jacq.:Fr.) Kummer	NZ	New Zealand Plant Variety Rights Office
<i>Pleurotus ostreatus</i> (Jacq.:Fr.) Kummer	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Plumbago indica</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Poa annua</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Poa arachnifera</i> Torr. X <i>Poa pratensis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Poa pratensis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Poa pratensis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Poa pratensis</i> L.	CZ	UKZUZ
<i>Podophyllum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pogonatherum paniceum</i> (P. Beauv.) Hach.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Polemonium caeruleum</i> L.	UK	NIAB
<i>Polemonium</i> L.	UK	NIAB
<i>Polemonium reptans</i> L.	UK	NIAB
<i>Polemonium yezoense</i> (Miyabe & Kudô) Kitam.	UK	NIAB
<i>Polygala</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Populus deltoides</i> Bartr. ex Marsh.	DE	Bundessortenamt
<i>Populus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Portulaca grandiflora</i> Hook.	NL	Raad voor het kwekersrecht



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Potentilla fruticosa</i> L.	UK	NIAB
<i>Potentilla</i> L.	UK	NIAB
<i>Primula auricula</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Primula</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Primula vulgaris</i> Huds.	DE	Bundessortenamt
<i>Prostanthera</i> Labill.	DE	Bundessortenamt
<i>Protea cynaroides</i> (L.) L.	AU	Australian Plant Breeders' Rights Office
<i>Prunus amygdalus</i> Batsch x <i>Prunus persica</i> Batsch	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Prunus armeniaca</i> L.	FR	GEVES
<i>Prunus armeniaca</i> L.	HU	OMMI
<i>Prunus avium</i> (L.) L.	FR	GEVES
<i>Prunus avium</i> (L.) L.	HU	OMMI
<i>Prunus avium</i> (L.) L. x <i>Prunus fruticosa</i> Pallas	DE	Bundessortenamt
<i>Prunus besseyi</i> Bailey x <i>Prunus cerasifera</i> Ehrh.	FR	GEVES
<i>Prunus canescens</i> L. x <i>Prunus incisia</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Prunus canescens</i> L. x <i>Prunus tomentosa</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Prunus cerasifera</i> Ehrh.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Prunus cerasus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Prunus domestica</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Prunus domestica</i> L.	FR	GEVES
<i>Prunus fruticosa</i> Pallas x <i>Prunus cerasus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Prunus insititia</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Prunus</i> L.	UK	NIAB
<i>Prunus laurocerasus</i> L.	HU	OMMI
<i>Prunus laurocerasus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Prunus mahaleb</i> L.	FR	GEVES
<i>Prunus padus</i> L.	HU	OMMI
<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	FR	GEVES
<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	IT	Istituto sperimentale per la frutticoltura
<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	HU	OMMI
<i>Prunus persica</i> Batsch x <i>Prunus davidiana</i> L.	FR	GEVES
<i>Prunus persica</i> Batsch x <i>Prunus domestica</i> L.	FR	GEVES
<i>Prunus pumila</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Prunus salicina</i> Lindl.	IT	Istituto sperimentale per la frutticoltura
<i>Prunus salicina</i> Lindl.	LV	State Plant Protection Service
<i>Prunus salicina</i> Lindl. x <i>Prunus armeniaca</i> L.	IT	Istituto sperimentale per la frutticoltura
<i>Prunus tomentosa</i> Thunb. ex. Murr. x <i>Prunus cerasifera</i> Ehrh	DE	Bundessortenamt
<i>Pteris</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Pulmonaria</i> L.	UK	NIAB

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Pyracantha</i> M. J. Roem	FR	GEVES
<i>Pyrus communis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Pyrus communis</i> L.	FR	GEVES
<i>Pyrus communis</i> L.	LV	State Plant Protection Service
<i>Pyrus pyrifolia</i> (Burm f.) Nakai var. <i>culta</i> (Mak.) Nakai.	FR	GEVES
Q <i>Quercus cerris</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Ranunculus asiaticus</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Ranunculus</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Raphanus sativus</i> L. var. <i>radicola</i> Pers.	DE	Bundessortenamt
<i>Raphanus sativus</i> L. var. <i>radicola</i> Pers.	FR	GEVES
<i>Raphanus sativus</i> L. var. <i>radicola</i> Pers.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Raphanus sativus</i> L. var. <i>radicola</i> Pers.	HU	OMMI
<i>Raphanus sativus</i> L. var. <i>radicola</i> Pers.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Raphanus sativus</i> L. var. <i>radicola</i> Pers.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Rhipsalidopsis</i> Br. et R.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Rhododendron</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Rhododendron</i> L.	LV	State Plant Protection Service
<i>Rhododendron obtusum</i> x (Lindl.) Planch.	DE	Bundessortenamt
<i>Rhododendron-Simsii-Hybrids</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Rhus hirta</i> (L.) Sudw.	UK	NIAB
<i>Rhus typhina</i> L.	UK	NIAB
<i>Ribes nigrum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Ribes nigrum</i> L.	PL	COBORU
<i>Ribes nigrum</i> L.	LV	State Plant Protection Service
<i>Ribes rubrum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Ribes sanguineum</i> Push.	DE	Bundessortenamt
<i>Ribes sylvestre</i> (Lam.) Mert. & W. Koch	DE	Bundessortenamt
<i>Ribes uva-crispa</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Ribes x nidigrolaria</i> R. et A. Bauer	DE	Bundessortenamt
<i>Robinia</i> L.	UK	NIAB
R <i>Rodgersia pinnata</i> Franch.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Rosa</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Rosa</i> L.	UK	NIAB
<i>Rosa</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Rosa</i> L.	LV	State Plant Protection Service
<i>Rubus idaeus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Rubus subgenus Eubatus</i> Sect. Moriferi & Ursini	DE	Bundessortenamt
<i>Rudbeckia</i> L.	UK	NIAB
<i>Rudbeckia</i> L.	HU	OMMI
<i>Ruellia macrantha</i> Mart.	NL	Raad voor het kwekersrecht



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Rumohra adiantiformis</i> (G. Frost) Ching	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Ruscus aculeatus</i> L.	UK	NIAB
<i>Russelia</i> Jacq.	DE	Bundessortenamt
<i>Saintpaulia ionantha</i> H. Wendl.	DE	Bundessortenamt
<i>Salix aurita</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Salix caprea</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Salix dasyclados</i> Wimm.	DE	Bundessortenamt
<i>Salix integra</i> Thunb.	DE	Bundessortenamt
<i>Salix</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Salix matsudana</i> Koidz.	DE	Bundessortenamt
<i>Salix repens</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Salix schwerinii</i> E.L. Wolf x <i>S. viminalis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Salix viminalis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Salvia greggii</i> A. Grey	UK	NIAB
<i>Salvia</i> L.	UK	NIAB
<i>Salvia leucantha</i> Cav.	UK	NIAB
<i>Salvia nemorosa</i> L.	UK	NIAB
<i>Salvia officinalis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Salvia splendens</i> Buc'hoz ex Etl.	UK	NIAB
<i>Sambucus</i> L.	UK	NIAB
<i>Sambucus nigra</i> L.	UK	NIAB
<i>Sanvitalia</i> Lam.	DE	Bundessortenamt
<i>Sanvitalia procumbens</i> Lam.	DE	Bundessortenamt
<i>Satureja douglasii</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Satureja hortensis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Saxifraga</i> L.	UK	NIAB
<i>Saxifraga x arendsii</i> Engl.	UK	NIAB
<i>Scabiosa atropurpurea</i> L.	UK	NIAB
<i>Scabiosa caucasica</i> M. Bieb.	UK	NIAB
<i>Scabiosa columbaria</i> L.	UK	NIAB
<i>Scabiosa japonica</i> var. <i>alpina</i>	UK	NIAB
<i>Scabiosa</i> L.	UK	NIAB
<i>Scabiosa ochroleuca</i> L.	UK	NIAB
<i>Scaevola aemula</i> R. Br.	DE	Bundessortenamt
<i>Scaevola</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Scaevola saligna</i> G. Forst.	DE	Bundessortenamt
<i>Schefflera arboricola</i> (Hayata) Hayata	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Schefflera heptaphylla</i> (L.) Frodin	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Schefflera</i> J. R. et G. Forst	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Schlumbergera Hybrids</i>	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries

S

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Schlumbergera</i> Lem.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Schlumbergera truncata</i> (Haw.) Moran	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Scutellaria</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Scutellaria costaricana</i> H. Wendl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Scutellaria indica</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Secale cereale</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Secale cereale</i> L.	PL	COBORU
<i>Secale montanum</i> x <i>Secale cereale</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Sedum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Sedum spectabile</i> Boreau	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Sedum telephium</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Senecio archeri</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Senecio haworthii</i>	DE	Bundessortenamt
<i>Senecio</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Senecio talinoides</i> (DC.) Sch. Bip.	DE	Bundessortenamt
<i>Serruria</i> Burm. ex Salisb.	UK	NIAB
<i>Setaria italica</i> (L.) P. Beauv.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Setaria</i> P. Beauv.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Sidalcea</i> A. Gray	UK	NIAB
<i>Silene dioica</i> (L.) Clairv.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Silene</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Sinapis alba</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Sinapis alba</i> L.	PL	COBORU
<i>Sinapis alba</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Sinapis alba</i> L.	FR	GEVES
<i>Sinningia</i> Nees	DE	Bundessortenamt
<i>Skimmia japonica</i> subsp. <i>reevesiana</i> (Fortune) N.P. Taylor et Airy Shaw	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Skimmia japonica</i> Thunb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Skimmia</i> Thunb.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Solanum diflorum</i> Vell.	DE	Bundessortenamt
<i>Solanum jasminoides</i> Paxt.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Solanum melongena</i> L.	FR	GEVES
<i>Solanum melongena</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Solanum melongena</i> L.	SK	UKSUP
<i>Solanum pseudocapsicum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Solanum rantonettii</i> Carr. ex Lescuy	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Solanum sisymbriifolium</i> Lam.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Solanum tuberosum</i> L.	AT	Bundesamt für Ernährungssicherheit
<i>Solanum tuberosum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Solanum tuberosum</i> L.	PL	COBORU



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Solanum tuberosum</i> L.	IE	Department of Agriculture, Food and Forestry
<i>Solanum tuberosum</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Solanum tuberosum</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Solanum tuberosum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Solanum tuberosum</i> L.	SK	UKSUP
<i>Solanum tuberosum</i> L.	CZ	UKZUZ
<i>Solenostemon scutellarioides</i> (L.) Codd	UK	NIAB
<i>Solidago flexicaulis</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Solidago</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Solidaster</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Sophora</i> L.	UK	NIAB
<i>Sorbaria sorbifolia</i> (L.) A. Braun	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Sorbus aucuparia</i> L.	UK	NIAB
<i>Sorbus</i> L.	UK	NIAB
<i>Sorbus</i> L.	HU	OMMI
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench	FR	GEVES
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench	HU	OMMI
<i>Sorghum</i> Moench	FR	GEVES
<i>Sorghum</i> Moench	HU	OMMI
<i>Spathiphyllum</i> Schott.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Spathoglottis</i> Bl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Spinacia oleracea</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Spinacia oleracea</i> L.	FR	GEVES
<i>Spinacia oleracea</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Spinacia oleracea</i> L.	HU	OMMI
<i>Spinacia oleracea</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Spiraea</i> L.	UK	NIAB
<i>Spiraea nipponica</i> Maxim.	UK	NIAB
<i>Stephanandra</i> Sieb et Zucc.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Streptocarpus</i> Lindl.	DE	Bundessortenamt
<i>Streptocarpus</i> -Hybrids	DE	Bundessortenamt
<i>Strobilanthes</i> Bl.	UK	NIAB
<i>Stromanthe sanguinea</i> (Hook) Sond.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Stylidium graminifolium</i> Sw. ex Willd.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Sutera cordata</i> Thunb. Kuntze	DE	Bundessortenamt
<i>Sutera diffusus</i> hort.	DE	Bundessortenamt
<i>Sutera grandiflora</i> (Galpin) Hiern	DE	Bundessortenamt
<i>Sutera</i> Roth	DE	Bundessortenamt
<i>Symphoricarpos</i> × <i>chenaultii</i> Rehder.	NL	Raad voor het kwekersrecht

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Symphoricarpos</i> Duham.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Symphytum</i> × <i>uplandicum</i> Nyman	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Syngonanthus</i> Ruhland	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Syngonium</i> Schott.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Syringa vulgaris</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Tacca</i> chantrieri André	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Tacca</i> chantrieri André × <i>Tacca integrifolia</i> Ker-Gawl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Tagetes</i> L.	FR	GEVES
<i>Tanacetum parthenium</i> (L.) Schultz Bip.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Telopea</i> R. Br.	AU	Australian Plant Breeders' Rights Office
<i>Thalictrum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Thuja</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Thuja occidentalis</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Thuja plicata</i> Donn ex D. Don	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Thunbergia alata</i> Bojer ex Sims	DE	Bundessortenamt
<i>Thunbergia</i> Retz.	DE	Bundessortenamt
<i>Thymus</i> L.	FR	GEVES
<i>Tiarella</i> L.	UK	NIAB
<i>Tibouchina urvilleana</i> (DC.) Cogn.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Tilia cordata</i> Mill.	DE	Bundessortenamt
<i>Tilia</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Tillandsia cyanea</i> Linden ex K. Koch	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Tillandsia</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Torenia</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Trachelium</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Tradescantia</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Tradescantia spathacea</i> Sw.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Tradescantia</i> × <i>andersonia</i> W. Ludw. et Rohweder	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Tricyrtis formosana</i> Baker	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Tricyrtis hirta</i> (Thunb.) Hook.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
T <i>Trifolium incarnatum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Trifolium pratense</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Trifolium pratense</i> L.	SK	UKSUP
<i>Trifolium repens</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Trifolium repens</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Trifolium repens</i> L.	CZ	UKZUZ
<i>Triteleia</i> Douglas ex Lindl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	AT	Bundesamt für Ernährungssicherheit
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	DE	Bundessortenamt
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	BE	Centre de recherche agronomique



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	PL	COBORU
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	FR	GEVES
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	HU	OMMI
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	CZ	UKZUZ
<i>Triticum durum</i> Desf.	AT	Bundesamt für Ernährungssicherheit
<i>Triticum durum</i> Desf.	FR	GEVES
<i>Triticum durum</i> Desf.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Triticum spelta</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Triticum spelta</i> L.	BE	Centre de recherche agronomique
<i>Tropaeolum majus</i> L.	UK	NIAB
<i>Tulipa</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Turnera diffusa</i> Willd. ex Schult.	UK	NIAB
<i>Tussilago farfara</i> L.	DE	Bundessortenamt
U <i>Ulmus</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Ulmus</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Vaccinium corymbosum</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Vaccinium simulatum</i> Small	DE	Bundessortenamt
<i>Valerianella locusta</i> L.	FR	GEVES
<i>Valerianella locusta</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Verbascum chaixii</i> Vill.	UK	NIAB
<i>Verbascum</i> L.	UK	NIAB
<i>Verbena</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Veronica</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Veronica longifolia</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Veronica peduncularis</i> M. B.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Veronica prostrata</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Veronica spicata</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Verticordia plumose</i> (Desf.) Druce x <i>Chamelaucium uncinatum</i> Schauer	AU	Australian Plant Breeders' Rights Office
<i>Viburnum</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Vicia ervilia</i> (L.) Willd.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Vicia faba</i> L.	DE	Bundessortenamt
V <i>Vicia faba</i> L.	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Vicia faba</i> L.	FR	GEVES
<i>Vicia faba</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Vicia faba</i> L.	UK	Plant Variety Rights Office
<i>Vicia faba</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht

Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Vicia faba</i> L.	SK	UKSUP
<i>Vicia narbonensis</i> L.	IT	ENSE
<i>Vicia sativa</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Vicia sativa</i> L.	FR	GEVES
<i>Vinca</i> L.	UK	NIAB
<i>Viola</i> L.	UK	NIAB
<i>Viola-Wittrockiana-Hybrids</i>	UK	NIAB
<i>Vitis</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Vitis</i> L.	FR	GEVES
<i>Vitis</i> L.	IT	Istituto sperimentale per la viticoltura
<i>Vitis</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Vitis</i> L.	HU	OMMI
<i>Vriesea</i> Lindl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Weigela</i> Thunb.	FR	GEVES
<i>Weigela florida</i> (Bunge) A. DC.	FR	GEVES
<i>Weinmannia</i>	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Wisteria frutescens</i>	DE	Bundessortenamt
<i>X Colmanara</i> hort.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>X Doritaenopsis</i> Hort.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>X Festulolium</i>	CZ	UKZUZ
<i>X Halimicistus sahucii</i>	UK	NIAB
<i>X Iwanagara</i> Hort.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>X Odontonia</i> hort.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>X Solidaster</i> Wehrh.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>X Triticosecale</i> W.	AT	Bundesamt für Ernährungssicherheit
<i>X Triticosecale</i> W.	DE	Bundessortenamt
<i>X Triticosecale</i> W.	PL	COBORU
<i>X Triticosecale</i> W.	FR	GEVES
<i>X Triticosecale</i> W.	SE	Statens utsädeskontroll
<i>Xanthosoma robustum</i> Schott	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Yucca</i> L.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Zamioculcas zamiifolia</i> (Lodd.) Engl.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Zantedeschia</i> Spreng.	NL	Raad voor het kwekersrecht
<i>Zanthoxylum piperitum</i> DC.	DE	Bundessortenamt
<i>Zea mays</i> L.	DE	Bundessortenamt
<i>Zea mays</i> L.	FR	GEVES
<i>Zea mays</i> L.	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Zea mays</i> L.	HU	OMMI
<i>Zelkova serrata</i> (Thunb. ex Murray) Makino	DK	Danish Ministry of Agriculture and Fisheries
<i>Zinnia</i> L.	UK	NIAB



Taxon botanique	Pays	Office d'examen
<i>Zoysia matrella</i>	ES	Oficina española de variedades vegetales
<i>Zygopetalum</i> Hook.	NL	Raad voor het kwekersrecht

16. ANNEXE (CHAMBRE DE RECOURS)

RECOURS REÇUS PAR L'OCVV ET DÉCISIONS PRISES PAR LA CHAMBRE DE RECOURS DEPUIS SA CRÉATION

Nombre de recours reçus par l'OCVV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au bulletin officiel de l'OCVV
1996				
0	S.O.	0	S.O.	S.O.
1997				
2	Dénomination variétale et nouveauté	Aucune	S.O.	S.O.
1998				
2	Dénomination variétale et nouveauté	Aucune	S.O.	S.O.
1999				
2	Distinction et nouveauté	1	A 2/1998 du 14 septembre 1999	15 avril 2000
2000				
8	Distinction (1), article 55, paragraphe 4, du RB (*) (3), non-paiement des taxes annuelles (4).	2	A 1/1999 du 25 janvier 2000	15 avril 2000
			A 2/1999 du 19 mai 2000 (décision intermédiaire)	15 avril 2000
2001				
1	Article 8 du RB (1)	2	A 2/2000 du 27 mars 2001	15 juin 2000
			A 4/2000 du 6 décembre 2001	15 avril 2002
2002				
35	Non-paiement des taxes annuelles (25), distinction (8), article 11 du RB (1), article 55 du RB (1)	1	A 5/2000 du 28 mai 2002	15 août 2002

(*) RB = règlement de base [règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil]

Nombre de recours reçus par l'OCVV	Motifs des recours reçus	Nombre des décisions prises par la chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au bulletin officiel de l'OCVV
2003				
6	Article 7 du RB (3), article 8 du RB (2), article 55 du RB (1)	15	A 5/2002 du 2 avril 2003	15 juin 2003
			A 1/2002-2/2002-3/2002 du 1 ^{er} avril 2003	15 juin 2003
			A 18/2002 du 14 mai 2003	15 août 2003
			A 8/2002-9/2002-10/2002-11/2002-12/2002-13/2002 du 15 mai 2003	15 août 2003
			A 17/2002 du 3 avril 2003	15 juin 2003
			A 23/2002 du 8 octobte 2003	15 décembre 2003
			A 31/2002 du 8 décembre 2003	15 février 2004
			A 21/2002 du 9 décembre 2003	15 février 2004
2004				
8	Article 20 (1), non-paiement des taxes annuelles (1), distinction (3), dénomination variétale (1), uniformité (1), nouveauté (1)	5	A 3/2003 du 4 juin 2004	15 août 2004
			A 4/2003 du 4 juin 2004	15 août 2004
			A 5/2003-6/2003 du 28 septembre 2004	15 décembre 2004
			A 1/2004 du 16 décembre 2004	15 février 2005
2005				
4	Article 11 du RB (1), distinction (2), article 10 (1)	4	A 6/2004 du 15 juin 2005	15 août 2005
			A 5/2004 du 16 juin 2005	15 août 2005
			A 4/2004 du 18 juillet 2005	15 octobre 2005
			A 1/2005 du 8 novembre 2005	15 janvier 2006



Office communautaire des variétés végétales

Rapport annuel 2005

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2006 — 91 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN 92-9152-128-0

VENTES ET ABONNEMENTS

Les publications payantes éditées par l'Office des publications sont disponibles auprès de ses bureaux de vente répartis partout dans le monde.

Passez commande auprès de l'un de ces bureaux, dont vous pouvez vous procurer la liste en consultant le site internet de l'Office (<http://publications.europa.eu>) ou en la demandant par télécopie au (352) 29 29-42758.

Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales

Odrůdový úřad Společenství

EF-Sortsmyndigheden

Gemeinschaftliches Sortenamt

Ühenduse sordiamet

Κοινοτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών

Community Plant Variety Office

Office communautaire des variétés végétales

Ufficio comunitario delle varietà vegetali

Kopienas Augu šķirņu birojs

Bendrijos augalų veislių tarnyba

Közösségi Növényfajta-hivatal

Uffiċċju tal-Komunità għall-varjetà ta' Pjanti

Communautair Bureau voor plantenrassen

Wspólnotowy Urząd Odmian Roślin

Instituto Comunitário das Variedades Vegetais

Úrad Spoločenstva pre odrody rastlín

Urad Skupnosti za rastlinske sorte

Yhteisön kasvilajikevirasto

Gemenskapens växtsortsmyndighet

TG-AC-06-001-FR-C

ISSN 1680-287X



OFFICE COMMUNAUTAIRE DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES

OCVV

3, boulevard Maréchal Foch, BP 10121. F-49101 Angers Cedex 02

Tél.: (33) 2 41 25 64 00 — Fax: (33) 2 41 25 64 10

E-mail: cpvo@cpvo.europa.eu

<http://www.cpvo.europa.eu>



ISBN 92-9152-128-0



9 789291 521289